



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1783 MERCREDI 17 JUILLET 2013

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CINÉMA

Avant-première de « Mbote » à la Halle de la Gombe

Réalisateur de la fiction, Tshoper Kabambi assistera à la projection prévue dans la salle polyvalente de l'Institut français ce mercredi en soirée après l'enregistrement de Couleurs Tropicales sous la Grande Halle. Titré en lingala, le film « Mbote », équivalent de bonjour en français, le jeune cinéaste le veut significatif. En effet, bien au-delà de la simple salutation, il veut manifester sa sympathie aux Kinois, à la jeunesse active dont il fait lui-même partie.

Dans ce film, le cinéaste revient sur le train-train journalier expliquant au passage les effets de l'atmosphère socioéconomique sur les mœurs, les relations quotidiennes et pourquoi la réalité est si différente des idées que l'on s'était faites. Il ne s'arrête pas à cette description car, loin de se montrer défaitiste face à la désillusion, il demande à chacun de ne pas baisser les bras en dépit des difficultés que l'on rencontre dans la vie de quelque nature qu'elles soient.

Page 14

FOOTBALL

Jirès Kembo toujours pas convaincu de jouer pour la RDC

La sélection de la RDC de football est toujours en quête des meilleurs joueurs de souche congolaise, évoluant partout dans le monde, susceptibles d'être sélectionnables. Lors de son deuxième passage à la tête du staff technique national, le technicien français Claude Le Roy n'avait pas pu convaincre, jusqu'à son départ, l'attaquant Jirès Kembo Ékoko (25 ans) sur qui il fondait un grand espoir afin de renforcer l'ossature de la sélection congolaise.

Les Léopards ont un match à livrer en septembre contre les Éperviers du Togo à Lomé en dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde Brésil 2014. Sera-ce la première titularisation de Jirès Kembo ? Peut-être. À moins qu'il se décide enfin officiellement à opter pour la patrie de son illustre et défunt père. Indécis, il préfère encore se donner du temps.

Page 14

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Le mouvement de grève se radicalise



Des étudiants en furie boudent la démarche de leurs assistants qui refusent de les encadrer pendant la tenue de la première session de juillet. Leur manifestation va quelquefois au-delà du site universitaire au point de perturber l'ordre public. À l'Université pédagogique nationale, la première session a été carrément suspendue suite à une escalade de violence perpétrée par les étudiants

dans la matinée de lundi. Dans quelques rares instituts supérieurs qui tiennent encore leur session de juillet, les épreuves se déroulent dans un climat de tension sur fond d'un dysfonctionnement qui en relativise la crédibilité. En l'absence des assistants grévistes, les professeurs eux-mêmes assurent la surveillance des examens parfois au-delà des heures requises.

De son côté, le personnel scientifique continue de réclamer la réduction des écarts de salaire avec les professeurs et l'inscription de nouvelles unités sur les listings de paye. Les grévistes déclarent poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications par le gouvernement.

Page 12

EXAMENS D'ÉTAT 2013

Les premiers résultats déjà disponibles

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnelle a entamé hier, sur son site officiel, la publication des épreuves des examens d'État. Les finalistes de toutes les options peuvent maintenant être fixés sur leur sort. La publication des premiers résultats, tard dans la soirée du lundi, n'a pas empêché les heureux lauréats de laisser libre cours à leurs fantasmes à travers des scènes de délire. Toute la journée du mardi, les élèves finalistes ayant réussi ont quadrillé la ville, se pavanant dans les différentes artères, lançant des cris de joie à tout vent. Avec des visages saupoudrés et arborant des T-shirts ou encore des tenues un peu débrayées à la limite de la décence, ils étaient facilement repérables dans les avenues. Des scènes de joie qui contrastaient avec la déception de ceux qui n'avaient pas satisfait aux épreuves.

Page 13

RDC

L'opposition appelée à être un véritable contrepoids politique



Selon l'Association africaine pour la défense des droits de l'homme qui vient de s'adresser aux responsables et membres des partis politiques de l'opposition, « il n'y a pas de démocratie sans une majorité présidentielle qui gère, ni sans une opposition qui surveille ». Le souhait de cette ONG est de parvenir à une démocratie dans laquelle la majorité présidentielle a sa place et où l'opposition se présente comme une alternative crédible. Militant pour l'institution d'une société ouverte et inclusive, l'Asadho exhorte le pouvoir à laisser l'opposition politique jouer son rôle constitutionnel. Et face aux enjeux de l'heure, l'ONG conseille à l'opposition de réfléchir sur sa cohésion, sur sa participation éventuelle au gouvernement d'union nationale et sur sa capacité à se battre pour faire valoir ses idées et ses convictions.

Quelques personnalités de l'opposition

Page 12

ÉDITORIAL

Admettons ...

Oui, admettons que le Congo achève la mutation entreprise il y a quinze ans lorsque le temps vint enfin de la réconciliation et de la reconstruction. Admettons que les deux programmes présidentiels successifs connus sous le nom de la « La nouvelle espérance » et du « Chemin d'avenir » tiennent toutes leurs promesses et que, de ce fait, notre pays soit l'un des pays de l'Afrique centrale considéré à juste titre comme un modèle. Que retirera à titre personnel chaque citoyen de la révolution tranquille qui aura permis ce changement radical ?

S'il est difficile, pour l'instant, de répondre à une telle question, il est facile en revanche d'imaginer qu'elle deviendra dans les semaines et les mois à venir le leitmotiv de tous les discours politiques, autrement dit qu'elle se trouvera au cœur de tous les débats publics. Ainsi le veut le régime démocratique dans lequel nous vivons où l'électeur détient à intervalles réguliers le pouvoir de choisir ceux et celles qui devront traduire en actes ses revendications, ses attentes, ses aspirations.

À quelques mois des élections locales, et à trois ans de la prochaine élection présidentielle, il n'est assurément pas trop tôt de se demander ce qu'il conviendra de proposer au peuple congolais lorsque seront achevés les programmes qui ont conduit l'action gouvernementale tout au long des quinze années de notre renaissance. Non pour trancher abruptement dans un sens ou dans un autre en traçant de nouvelles voies pour le développement à venir de notre pays, mais pour lancer un débat de fond sur ce que celui-ci deviendra au sein du nouveau monde qui surgira à coup sûr des évolutions présentes et à venir de l'Afrique centrale.

S'il est, en tout cas, un débat politique qui s'impose aujourd'hui, c'est bien, nous semble-t-il, celui-là dans la mesure où l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives résultant du redressement national entraînera inévitablement des revendications très différentes de celles qui ont jusqu'à présent inspiré la politique nationale.

Quitte à nous répéter, une fois encore, disons donc haut et fort que ce que les Congolais attendent aujourd'hui de leurs dirigeants c'est une réflexion à haute et intelligible voix sur ce que leur réserve l'avenir.

Les Dépêches de Brazzaville

JEUNESSE

Le CJCD et la conscientisation de la jeunesse congolaise de l'extérieur

Pour son 10^e anniversaire, le Collectif des jeunes Congolais de la diaspora (CJCD) s'est restructuré. Une ère nouvelle s'annonce en ouvrant une campagne de conscientisation des jeunes sur les valeurs patriotiques

Convoqué en assemblée générale ce samedi 13 juillet à Paris, le CJCD a tenu ses travaux sur le thème de « Conscientisation des jeunes sur les valeurs du patriotisme ». L'association (loi de juillet 1901) s'est restructurée et a ouvert ses portes à la jeunesse congolaise vivant à l'extérieur. Pour les organisateurs, cette rencontre a permis de « faciliter l'accès à l'information, encourager les projets tournés vers l'émergence du Congo, redorer l'image du pays à l'échelle internationale et créer les conditions favorables aux réflexions de synergies à mettre en place avec d'autres organisations qui œuvrent pour la jeunesse ». Par extrapolation, Claude Menda, président du collectif, a appelé toute la diaspora à proposer des projets concrets au département des Congolais de l'extérieur créé en début d'année par le président de la

République Denis Sassou N'Guesso. Aux assises du CJCD, les représentants des associations invitées sont venus avec des contributions. Parmi les interventions : Arlette Loukakou / "Bana Brazza", Agnès Onounou / diaspora Congo Brazzaville, Adolphe Obenga / représentant des jeunes de la région parisienne ou de Christ Yannick Loumingou / Union des jeunes pour le développement du Congo. En associant tous ces interlocuteurs, le CJCD souhaite, entre autres, le rassemblement autour d'un même cercle pour obtenir les meilleures synergies de toutes les associations de la diaspora en France et à travers toute l'Europe. Car, expliquent les organisateurs, « nous aimons le Congo, nous travaillons tous sans exception pour nous impliquer au développement du Congo et à son émergence à l'horizon 2025, conformément à la

vision du chef de l'État... ».

À l'issue des travaux, les participants ont exprimé leur satisfaction d'être associés à la recherche de solutions de mutualisation des multiples efforts patriotiques de la diaspora. « La construction et le développement d'un pays nécessitent la contribution de tout un chacun, toutes générations confondues », commente un participant. Et Claude Menda de conclure : « Le Congo a certes besoin de sa diaspora, mais d'une diaspora structurée et organisée. » Une organisation que le collectif revendique car, parmi ses actions menées et parrainées par Denis Christel Sassou N'Guesso du Comité Mwana Ndeya, on peut citer la mobilisation massive réussie grâce à cette organisation lors de l'arrivée en France du président de la République en avril dernier.

Marie Alfred Ngoma

VIE DES PARTIS

Le MCDDI lance un recensement des handicapés à Mbanza-Ndouna

L'opération que va initier le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), à partir du 26 juillet, concerne des handicapés physiques et autres personnes déshéritées. Pour cette deuxième opération, le MCDDI a ciblé le district de Mbanza-Ndouna dans le département du Pool.

« Trente-trois villages de ce district seront visités par les délégations de ce parti », a déclaré Albertine Tulipe Bassegela, membre du bureau politique de ce parti, chargée des affaires sociales.

Le but de cette opération consistera à cerner les problèmes auxquels sont confrontées ces personnes « délaissées ».

En effet, les enquêtes prouvent

que ces personnes sont généralement abandonnées à elles-mêmes, marginalisées par les parents, surtout si ces derniers n'ont pas de moyens financiers. La plupart des handicapés sont locataires d'habitations ne répondant pas à certaines normes. À titre d'exemple, ceux vivant dans l'ancienne usine textile de Kinsoundi (arrondissement 1).

Au regard de ce tableau jugé abject, la responsable des affaires sociales de cette formation politique avait préconisé que le parti, tout comme l'État, puisse octroyer certains avantages à ces « marginalisés ». À l'hôpital par exemple, les handicapés devraient bénéficier de consultations et de soins gratuits ; tout

comme à l'école, où les frais d'assurance et les fournitures scolaires devraient être gratuits pour eux. « Les handicapés physiques ont besoin d'une assistance morale et financière car la non assistance à une personne en danger est un crime humanitaire », a-t-elle conclu.

Cette opération fait suite à celle organisée en avril 2013 au quartier Mounkoundzi-Ngouaka dans le premier arrondissement où, accompagnée de Suzanne Maléka de l'ONSDI, et de Yolande Bifouanikissa de l'OFDI, Albertine Tulipe Bassegela était allée au devant de ces populations handicapées pour constater leurs conditions de vie.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Genvais Kitina, Thierry Nounoungou
Service Société : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Soré Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Soré Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

FORÊTS

La politique nationale en chantier

L'élaboration d'une politique forestière nationale est l'un des défis annoncés par le ministre du Développement durable, Henri Djombo. Une fois élaborée, cette politique permettra au Congo de disposer d'un cadre qui fixe les stratégies et les objectifs lui permettant de mieux gérer ce secteur

Malgré les efforts réalisés, « la politique forestière de l'an 2000, qui constitue la base juridique, mérite d'être retouchée pour répondre aux enjeux mondiaux, tout en s'accordant avec les nouvelles exigences nationales, régionales et internationales », a déclaré Henri Djombo, le 16 juillet à Brazzaville, lors du lancement des travaux relatifs à l'élaboration dudit projet.

Assurant la participation technique de son organisation, quant à l'élaboration de ce document, le représentant de l'Organisation



des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, Dieudonné Koguiyagda, a souligné que ce projet s'inscrivait dans la mise en

œuvre du cadre stratégique de son organisation pour les forêts et les foresteries. Il intègre aussi, le cadre de programmation pays qu'il a conclu avec le Congo durant la période 2013-2016. Depuis 1990, le Congo a entrepris une série de réformes visant

une gestion responsable des forêts en vue d'accroître la contribution de ce secteur dans l'économie nationale. Dans le cadre de la conservation durable des écosystèmes forestiers, 4 millions d'hectares de forêts disposent déjà des plans d'aménagement, dont 2,5 millions d'hectares de forêts certifiées. Soit la plus grande superficie des forêts tropicales contigües au monde.

En outre, le programme national d'afforestation et de reboisement lancé en 2011, prévoit également de mettre en place 1 million de plantations forestières sur l'ensemble du territoire national à l'horizon 2020. Dans la même optique, environ 13% du territoire national sont classés en aires protégées, suite à un partenariat volontaire que le pays a signé avec l'Union européenne.

Lopelle Mboussa Gassia

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'abonnement Internet à haut débit désormais disponible

À compter de ce jour, les internautes congolais pourront désormais conclure leur abonnement Internet à partir du réseau à fibre optique et bénéficier d'une connexion à très haut débit.

L'administrateur général de Congo Télécom, Akouala, l'a annoncé, le 13 juillet, au ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, lors d'une visite d'inspection de la station terminale de Matombi dans le Kouilou.

« L'accès à Internet se fait en prenant un abonnement d'une ligne téléphonique fixe et un modem vous sera remis, ainsi qu'un décodeur et à partir de là, vous avez Internet, le téléphone et la télévision », a déclaré Akouala.

Ces équipements techniques reçus offrent plusieurs avantages : sur la même ligne, le demandeur bénéficie en même temps d'Internet à très haut débit, d'une ligne téléphonique fixe et d'une connexion audiovisuelle lui permettant de capter des chaînes de télévision.

Selon l'administrateur général de Congo Télécom, « Le coût de l'abonnement est très faible parce qu'on a éliminé tous les coûts satellite. Cette baisse que nous avons acquise sur le satellite se répercute sur le client final », a-t-il ajouté. Du point de vue technique, à ce jour, 11Go de connexion sont disponibles, pour une demande évaluée encore à 4Go. En ce qui concerne Pointe-Noire, la plupart des grandes sociétés implantées dans cette ville sont déjà abonnées.

Ces abonnements sont lancés au terme d'un vaste chantier réalisé au niveau de la station terminale de Matombi qui reçoit le câble international à fibre optique, au large de la mer, pour le dispatcher sur le réseau. Par ailleurs, pour se rassurer de la bonne exécution de ce chantier, le ministre Jean-Jacques Bouya a visité les centres de relais fibre installés déjà à terme, entre Pointe-Noire et Brazzaville, notamment à Dolisie, Nkayi, Madingou et Mouyondzi.

Firmin Oyé

SNDE

53 000 branchements en cours de réalisation à Brazzaville et Pointe-Noire

À travers cette opération, le Projet Eau, Électricité et Développement urbain (PEEDU) rentre dans sa phase concrète avec, à la clé, la réhabilitation et le renouvellement des canalisations.

Le directeur général de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE), Émile Wongolo Mokoko, l'a annoncé le week-end dernier au cours d'une rencontre avec la presse nationale. Sans être exhaustif, ce dernier a épinglé quelques activités réalisées ou à réaliser au cours de son mandat. Il s'agit d'une part, du suivi des travaux de la construction de la nouvelle usine d'eau potable de Djiri 2 dont les travaux de réhabilitation des réseaux et l'exploitation de sa pleine capacité, permettra, d'ici fin 2014, de satisfaire les besoins de Brazzaville et de sa périphérie en eau potable. D'autre part, la réalisation des 53.000 branchements sera accompagnée de la pose des compteurs. À terme une meilleure gestion de la clientèle et le souci de traçabilité.

En vue de l'amélioration de la desserte en eau, Émile Wongolo Mokoko a annoncé un autre projet qui vise la généralisation du comptage

sur l'ensemble des points de livraison. Pour ce faire, un stock de 50.000 compteurs est disponible.

Un tandem prometteur : SNDE-Veolia

Le partenariat entre la SNDE et l'entreprise française Veolia va, assurément, booster les performances ainsi que l'a indiqué le directeur général de la SNDE. Cela, avec l'intégration des cadres de Veolia dans l'organisation de la SNDE. « Un contrat de performance avec l'État a également été signé au mois de mai dernier, qui contient les engagements mutuels des deux parties (État-SNDE) afin d'améliorer la desserte en eau potable dans l'ensemble des centres exploités par la SNDE », a fait savoir Émile Wongolo Mokoko.

Anticipant sur les préoccupations des journalistes et des populations, il a fait un bref exposé sur les nouvelles infrastructures d'alimentation en eau potable nées de la municipalisation accélérée à Ewo, Kinkala, et Djambala, même si, ici, les travaux sont en cours. Dans cette rubrique, ont été évoqués les forages industriels à Pointe-Noire, la construction de

l'agence commerciale d'Oyo et le forage à Madingo-Kayes dans le Kouilou.

« Dans tous les départements qui ont bénéficié de la municipalisation accélérée, le volet accès à l'eau potable a toujours été pris en compte. C'est ainsi que la SNDE a contribué à des travaux qui ont amélioré la desserte en eau potable dans les localités suivantes : Pointe-Noire, Dolisie, Oyo, Makoua, Owando, Mossaka, et Boundji (travaux en cours) », a-t-il résumé.

Malgré la préférence de certains Congolais à consommer de l'eau minérale, le directeur général de la SNDE s'est dit fier de l'écrasante majorité de la population qui consomme toujours l'eau de la SNDE. Une fierté justifiée par le fait qu'à ce jour, « aucun cas de contamination du fait de l'eau distribuée par la SNDE n'a été signalé ». Et pour cause, « L'eau de la SNDE est analysée par des laboratoires de l'entreprise à partir de prélèvements récupérés à différents points. Mais, bien plus, elle est également analysée par le laboratoire national qui dépend du ministère de la Santé », a dit Émile Wongolo Mokoko.

Guillaume Ondzé

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Archiviste

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable des Opérations
Objet du poste : Sous la supervision du Responsable des Opérations, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Acquérir ou collecter des départements les documents (documents administratifs, semi administratifs et comptables) ayant une valeur juridique et administrative.
- Tenir en principe l'ensemble des documents dits sensibles ou essentiels (garanties, conventions, etc.)
- Organiser l'ensemble de ces documents suivant une logique propice à plus de visibilité.
- Traiter les documents pour un meilleur conditionnement (traitement physique) et une bonne exploitation (traitement intellectuel).
- Préserver les documents à travers leur bonne tenue physique et leur intégrité (lamination, copies de sécurité).
- Conserver les documents dits sensibles/essentiels (en principe) ainsi que ceux pouvant être frappés par les délais de conservation.
- Classer ces documents dans un ordre permettant une recherche aisée.
- Mettre à disposition tout document sollicité, en conformité avec le respect à la fois de la déontologie et des procédures internes.
- Eliminer et détruire avec l'aval du département verseur des documents atteints par la

limite de conservation.

- Vérifier périodiquement l'état des documents (tri, réajuster le matériel de conditionnement, interroger le plan de classement).
- Numériser le fonds documentaire pour pallier aux lourdeurs de la gestion manuelle.
- Sécuriser l'ensemble du fonds des ennemis de documents papier et des intempéries.
- S'assurer régulièrement de l'état des archives des agences.
- Tenir un coffre fort ou une armoire ignifuge pour la conservation des documents essentiels.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
 - BAC + 3 ou 4 en Economie, Droit, LVE, secrétariat
 - 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine,
 - Goût de l'ordre et de la discrétion,
 - Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
 - Aptitude à travailler sous pression avec des délais serrés sur plusieurs dossiers
 - Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, capacité à travailler sous pression.
- La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Trésorier

Lieu d'affectation : Brazzaville

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable de la Trésorerie

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable de la Trésorerie, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- gérer l'activité de change de manière optimale (transferts émis et reçus, change manuel, liquidation des positions de change, rapatriement des recettes d'exportation, etc).
- réaliser les objectifs financiers assignés en matière de revenu de change et commissions.
- informer et assister les départements commerciaux dans la vente des produits de Trésorerie à la clientèle ;
- visiter conjointement avec les commerciaux les clients et prospects à fort potentiel en terme de produits de trésorerie.
- développer des niches d'activité ou nouveaux produits répondant aux besoins de la clientèle.
- développer qualitativement le portefeuille en ciblant les prospects à fort potentiel et en mettant en œuvre des actions pour les conquérir ;
- Effectuer des actions concertées avec les collègues des autres filiales sur les clients intervenants dans plusieurs pays.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en finance, gestion, marketing ou autres disciplines connexes
- Une première expérience professionnelle est souhaitée dans une fonction commerciale, bancaire et financière et de préférence dans une salle de marché ou Trésorerie
- Capacité à identifier des besoins de la clientèle ;
- Capacité à analyser et interpréter les informations financières ;
- Connaissance des produits de Trésorerie
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Contrôleur Interne

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable du Contrôle Interne

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable du Contrôle Interne, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- S'assurer que les activités des agences et services du siège sont conformes aux Politiques/Procédures/règlements en vigueur.
- Fournir conseil aux organes de décisions, aux unités d'affaires (SBUs) et à la stratégie dans le cadre du contrôle et de la conformité.
- Créer et améliorer une culture de conformité homogène dans les agences conformément à la politique générale de l'institution.
- Construire un solide KYC et KYC(B) en conformité avec le cadre réglementaire.
- S'assurer de l'intégrité des transactions enregistrées dans le système à travers des revues journalières des comptes de la balance générale et des rapports standards.
- S'assurer que les écritures passées dans les comptes GL reflètent les transactions réelles de la banque. Tout manquement par rapport aux procédures doit être consigné dans un rapport approprié et transmis à la hiérarchie.
- Effectuer dans les délais requis les contrôles spécifiques qui pourront être demandés par le Directeur du contrôle interne.
- Assurer le suivi des résolutions de toutes les anomalies relevées dans les rapports des inspecteurs, des commissaires aux comptes, de la commission bancaire et autres revues.
- S'assurer de l'existence de tous les documents KYC dans les dossiers d'ouverture des comptes des clients à travers une revue régulière ; rapprocher ces informations à celles enregistrées dans le système.
- Revue journalière des rapports de réconciliation des comptes.
- Revue journalière de tous les formulaires numérotés (ex : chèque mangers, chèque certifié, fiche de deal, Formulaire M, Formulaire A) pour assurer l'état complet et propre des postes/financements.

Effectuer toutes les autres vérifications indépendantes prévues dans le proof chart du contrôle interne

- Revue des comptes de la compense
- Revue journalière des réconciliations ATM
- Conduire les investigations spéciales attribuées de temps en temps.
- Préparer les éléments des rapports à la Direction générale et au Groupe,
- Réaliser tous travaux demandés par le responsable hiérarchique.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en Comptabilité, Finance, Economie, Banque
- Connaissance des techniques d'audit, de la Comptabilité, des opérations de la Trésorerie et des Opérations bancaires/crédit
- Connaissance en Risque Opérationnel et détection de fraude
- Connaissance des produits et services bancaires, financiers et d'Assurance
- Capacité à interpréter, comprendre et mettre en œuvre les politiques, procédures et réglementation.
- Aptitude d'analyse et d'investigation
- Capacité à travailler sous la pression, à résoudre les problèmes
- Capacité de communication orale et écrite
- Attention aux Détails, Esprit Indépendant, bon rapport interpersonnel
- Bonne connaissance des logiciels de bureautique (Microsoft Word, Excel, Powerpoint, Outlook ...)
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Assistant Financier

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable du Contrôle Financier

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable du Contrôle Financier, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Gérer le registre des immobilisations de la banque ;
- Préparer et comptabiliser les charges payées d'avance;
- Préparer et régler tous les impôts mensuels dus ;
- Elaborer les états de rapprochement du Département;
- Elaborer le "expense reporting";
- Suivre le budget des investissements de la banque ;
- Préparer le rapport des dépenses d'investissement pour le Comité de Dépense;
- Vérifier les pièces comptables avant transmission à la signature du N+1;
- Créer les nouveaux comptes dans l'applicatif bancaire;
- Apurer les écritures en suspens identifiées sur les états de rapprochement des comptes internes du Département;
- Analyser les comptes d'Etat ;
- Vérifier les saisies des écritures dans l'applicatif bancaire;
- Suivre les courriers reçus et émis du Département ;
- Assurer l'intérim des autres membres du Département

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- Bac+4/5 en finance, gestion ou autres disciplines connexes
- Une expérience professionnelle dans une fonction similaire serait un atout,
- Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome
- Rigueur, organisation, précision, intégrité, discrétion, connaissances en comptabilité, fiscalité, encadrement, informatique, sens analytique, gestion des délais.
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, force de proposition.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

SÉCURITÉ CIVILE

45 policiers suivent une formation de plongée à Pointe-Noire

Les agents participant à cette formation des pompiers, lancée en juillet 2012 à Brazzaville, séjournent depuis le 10 juillet dans la ville océane où ils se livrent à des exercices de plongée. Ceux-ci se déroulent sur la côte mondaine située dans la zone portuaire et prennent fin ce 17 juillet.

Ces agents de la sécurité civile de Pointe-Noire et de Brazzaville, dont trois femmes (une de Pointe-Noire et deux de Brazzaville), suivent des cours assurés par des experts cubains. Pour plus d'efficacité, les stagiaires ont été scindés en deux groupes de 23 et 22 personnes. Les séances de plongée se font avec un matériel approprié à la sécurité civile (bouteilles d'oxygène, nageoires, gilets de sauvetage, ceinture avec plomb...).

« Nous avons commencé les cours de plongée à Brazzaville dans des piscines, mais cela ne répondait pas vraiment aux exigences de la formation en plongée. La plongée en mer ici à Pointe-Noire nécessite de se familiariser avec les réalités du terrain », a confié un stagiaire.

Le colonel Jacques Banongo, directeur général de la sécurité civile, est venu sur les lieux de la formation, le 11 juillet, pour se rendre compte du déroulement des séances pratiques en mer. Outre les spécialistes en plongée, l'unité polyvalente d'inter-

vention en secourisme et sauvetage est composée de spécialistes en recherche et sauvetage, de chiens renifleurs, de spécialistes en extinction et en prévention (tous en formation actuellement) et d'une section de secours médicalisés.

« C'est une unité que nous sommes en train de monter à Brazzaville et qui aura un démembrement à Pointe-Noire. Au terme de cette formation nos agents pourront faire face aux différentes situations rencontrées en mer et apporter secours aux victimes. Nous ouvrirons une brigade fluviale à Brazzaville et une brigade maritime à Pointe-Noire », a indiqué le colonel Jacques Banongo. Répondant à la préoccupation du colonel Jacques Banongo, sur le rendement des stagiaires, Barbaro Marcel Serventes, un des instructeurs cubains, a expliqué avec satisfaction : « Les stagiaires sont très motivés, ils s'impliquent et s'appliquent dans la formation. Nous sommes vraiment satisfaits du rendement des deux équipes. » Selon le directeur général de la sécurité civile, les éléments de l'unité polyvalente d'intervention en secourisme et sauvetage seront déployés dans les autres départements dépourvus d'agents de sécurité civile. La présentation officielle de cette unité aura lieu bientôt à Brazzaville.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

NKAYI

L'agence de la Cogelo cambriolée

L'établissement de la Congolaise de gestion et de loterie (Cogelo) a été la cible de cambrioleurs qui ont emporté les recettes de trois jours.

La somme dévalisée dans les caisses de la Cogelo n'est pas connue de manière chiffrée. Les auteurs de l'acte n'ont laissé aucune trace sur leur passage et les agents de la structure n'ont pu que constater les dégâts au lendemain du cambriolage.

À Nkayi, en effet, les cas de vol ne ces-

sent de se multiplier. Le cambriolage de la Cogelo n'est pas un cas isolé, d'autant que le dépôt de la Société industrielle africaine de tabac (SIAT) avait été mis à sac quelques jours plus tôt. La recette municipale de Nkayi n'a pas été épargnée. Les pillards se sont emparés d'une somme de 7.000.000 FCFA. Les modes opératoires des voleurs, selon certains témoignages, sont les mêmes. Les cambrioleurs trompent la vigilance des sentinelles avec

du vin contenant des somnifères. Même les agents de l'ordre, commis à la sécurité de certaines administrations, tombent dans ce piège. La population déplore le fait que les auteurs de ces vols en série courent les rues de la localité sans être inquiétés. Elle appelle les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre ce problème de sécurité qui prend de l'ampleur.

Rominique Nerplat Makaya

POINTE-NOIRE

Deux jeunes filles abusées sexuellement par leurs pères biologiques

C'est l'histoire de deux jeunes filles de Pointe-Noire, Marika Kounga Kono, 16 ans, et Stevie Ondelé, 18 ans, qui ont eu chacune un enfant avec leur père biologique.

Il y a près de trois jours, l'histoire de la jeune Marika Kounga Kono a été dévoilée au grand jour, laissant toute la ville océane dans un émoi profond. En effet, monsieur Joseph Kounga, briquetier occasionnel, profitait de son influence parentale pour abuser sexuellement de sa fille depuis longtemps. Après l'arrestation de son père, le 10 juillet dernier par la force de l'ordre exerçant dans le commissariat de Ngoyo, Marika Kounga Kono a affirmé à la presse, qu'elle était l'objet sexuel de son père, ainsi que ses deux jeunes sœurs, Carole et Gertrude, âgées respectivement de 11 et 8 ans. Leur maman, Solange Mavoungou, mère de neuf enfants, a confirmé les faits et dit avoir été incapable de le dire aux gens, de peur d'être battue et mise à la porte par son mari qualifié de pervers. « Depuis trois ans mon mari a commencé à se comporter de la sorte, en réalité c'est depuis que nous avons quitté Tie-Tie pour côte

Matève. Je ne voulais pas parler de cette histoire car je ne savais pas à qui me confier de peur que ça transpire et qu'il me mette à la porte, car je ne savais pas où aller avec mes enfants », a déclaré Solange Mavoungou.

La deuxième histoire est celle de Stevie Ondelé, alors qu'elle n'avait que 17 ans. Son père biologique, Joncy Ondelé, alias « le Blanc », s'est acharné sur elle à des rythmes répétés. Et dans le quartier, la jeune fille devenait l'objet de moqueries, car l'affaire commençait à prendre des proportions dangereuses. « Il me droguait, me menaçait et m'enfermait toujours dans la maison et du coup je devenais son objet sexuel car j'étais sans défense », a-t-elle expliqué.

Ces deux cas ont été dévoilés par l'association Sodios qui aujourd'hui assure la prise en charge de ces familles. Ainsi, pour Madame Sodios, présidente de cette association à caractère humanitaire, tout doit être fait afin de briser le mythe du silence. Et dans ce combat aussi ardent où rien n'est encore gagné, l'association Sodios pense

mettre en évidence d'ici peu, une émission où les femmes abusées sexuellement prendront la parole pour exposer leur cas.

Interrogés sur les agissements de certains parents, Sylvie Madzou et Alfred Goma souhaitent que de tels parents soient bien punis par la loi. « Où sont les pouvoirs publics et la justice pour condamner sans pitié ces parents ? Ils sont une honte pour la loi n°4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo. Cette loi stipule en son article 36 que l'enfant a droit au bien-être. Les parents, tuteurs ou toute autre personne investie de la garde de l'enfant doit lui garantir ce bien-être. Est-ce qu'on peut garantir un bien-être aux enfants en les violant à volonté », se sont interrogés ces deux orateurs. Enfin, signalons que pour cette association, considérée comme étant la voix des sans voix, il n'y a pas que les jeunes filles qui sont abusées sexuellement. En effet, l'association a géré un cas similaire concernant des jeunes garçons victimes de pédophilie.

Hugues Prosper Mabonzo Bouelawayaya

AVIS DE RECRUTEMENT

Une importante institution financière recherche pour ses besoins, les candidats répondant aux critères ci-dessous.

Titre du poste : Responsable Logistique

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Chef de département des Opérations et de la Technologie

Objet du poste : Sous la supervision du Chef de département des Opérations et de la Technologie, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Gérer et coordonner l'approvisionnement et la gestion des fournisseurs, des installations, des équipements, de la logistique et du transport afin d'assurer un maximum de bénéfice à l'Institution,
- Centraliser les besoins d'achats,
- Réaliser des projets rentables qui permettrait au département d'atteindre ses objectifs tant au niveau organisationnel, fonctionnel que stratégiques,
- Fournir un guide de gestion aux parties prenantes sur l'analyse des avantages des coûts des projets,
- Gérer et surveiller le financement des projets et les flux de trésorerie et maintenir les contrôles financiers.
- Gestion proactive de la performance des consultants externes, développer ses relations avec les entrepreneurs et fournisseurs
- Veiller à la mise en œuvre des bonnes pratiques de santé et de sécurité afin de minimiser les risques d'accident sur les lieux de travail.
- Coacher, guider, motiver et superviser les membres de son équipe, des membres des équipes des projets dont il est le superviseur, ainsi que les différents entrepreneurs qui sont ses partenaires,
- Développer les talents au sein de son équipe, et partager ses compétences à ses collaborateurs,
- Gérer de manière proactive les changements dans la gestion des projets, identifier les crises potentielles et élaborer des plans d'urgence,
- Gérer et surveiller les renouvellements de baux et des augmentations de loyer,
- Fournir des données exactes sur les obligations statutaires,
- Créer et maintenir des liens relationnels solides avec les bailleurs,
- Servir d'agent de liaison entre l'Institution et les organismes gouvernementaux pour assurer de la conformité de toutes ses activités,
- Gérer le système d'archivage de l'institution,
- Gérer efficacement toutes les questions d'acquisition (location ou

achat) des propriétés par l'Institution,

- Mettre en œuvre un plan de maintenance annuelle qui fonctionnerait dans tous les bâtiments de l'Institution,
- Présenter son budget contrôler ses dépenses afin d'atteindre les objectifs financiers,
- Donner des conseils sur les risques associés à chacun des biens de l'Institution et fournir un plan d'action pour remédier ou minimiser les risques,
- Créer un environnement sain et convivial pour le personnel, les clients et les visiteurs,
- Gérer et surveiller les prestataires de services afin de s'assurer de la qualité du service offert à un coût raisonnable,
- Mettre l'accent sur les normes de suivi régulier et de formation approfondie pour les membres de son équipe pour leur permettre d'accomplir leurs tâches et répondre aux besoins de l'institution,

Profil du candidat

- Homme/femme, 35 ans au plus
- Bac+3/4 en Logistique, Comptabilité, Finance, Economie, Douane et transit
- Rigoureux dans le respect de la discipline et de la propreté,
- Connaissances en gestion de projet,
- Excellentes compétences en leadership,
- Bonne gestion de la relation clientèle,
- Solides compétences analytiques,
- Bon communicateur, bonne gestion de la négociation
- 05 ans d'expérience minimale dans un organisme professionnel reconnu,
- Attentif aux détails, esprit indépendant, bon rapport interpersonnel
- Bonne connaissance des logiciels de bureautique (Microsoft Word, Excel, Powerpoint, Outlook ...)
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout
- Capacité à travailler sous pression et de façon autonome

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

AVIS DE RECRUTEMENT

Titre du poste : Assistant en charge des Risques Opérationnels

Lieu d'affectation : Pointe-Noire

Nature du Contrat : Contrat de travail à Durée Indéterminée

Superviseur : Responsable des Risques

Objet du poste : Sous la supervision du Responsable des Risques, le titulaire de ce poste aura pour mission de :

- Suivre le processus de continuité d'activité (PCA) de la banque:
 - Participer aux tests (la présence physique est requise);
 - Suivre les actions correctives issues des résultats des tests.
- Gérer et évaluer les risques opérationnels (gestion intégrée dans notre logiciel d'Auto-évaluation des Risques et Contrôles : AERC).
- Suivre les plans d'actions développés pour atténuer les risques identifiés.
- Vérifier la conformité des renseignements indiqués dans le logiciel AERC.
- S'assurer que les informations renseignées dans le logiciel AERC sont conformes pour faciliter l'adaptation et la mise en place du planning stratégique des Risques opérationnels.
- Préparer, tenir et animer les réunions des Comités de Risques Opérationnels par Départements concernés et celui de la filiale. Suivi et mise en œuvre des recommandations.
- Suivre les performances de pertes opérationnelles de la filiale conformément au budget et recommander des changements quand cela est nécessaire.
- Donner un feedback permanent aux différents départements/unités sur les performances de risques opérationnels par rapport aux objectifs.
- Suivre les plans d'action/mesures correctives.

Profil du candidat

- Homme/femme, 30 ans au plus
- BAC + 4 en Gestion, Comptabilité, Economie ou Droit
- 1 à 2 ans d'expérience (Avoir travaillé en banque, notamment dans la gestion des risques bancaires, serait un atout)
- Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout
- Aptitude à travailler sous pression avec des délais serrés sur plusieurs dossiers
- Esprit d'équipe, bonne capacité d'analyse, rigueur, force de proposition, capacité à travailler sous pression.

La date limite de candidatures à l'ONEMO est fixée au 16 juillet 2013. Les candidatures par mail seront envoyées à l'adresse suivante : recrutement2@yahoo.fr au plus tard le 16 juillet 2013

Composition du dossier :

- lettre de motivation,
- CV détaillé
- Récépissé ONEMO

HSIET CONGO DEVELOPPEMENT Tél: 06 699 3688 / 06 600 8865 ADR: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz

1 200 000F TTC	23 500 000F TTC	13 000 000F TTC	42 000 000F TTC	17 000 000F TTC
----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

* Stock disponible à Brazzaville TTC * S.A.V. et Suivi en permanence
 * Garage professionnel à MAFOUTA * Pièces d'origine usine garantie

VENTE ENTRETIEN PIECE DE RECHANGE REPARATION

JCertif

FONDATION CONGOLAISE POUR L'EDUCATION

WARID LAB
Incubateur de projets

Incubateur de projets pour développeurs brazzavillois

inscription par groupe de 4 sur www.jcertif.com du 05/07 au 20/07

Elabore une solution informatique et crée ta propre Start Up

Constitue un groupe de 4 personnes et inscrivez-vous sur le site www.jcertif.com. Elaborez et proposez une solution informatique destinée aux entreprises et intégrez le Lab pour une durée de six mois, avec des formations qui vous permettront de concrétiser votre projet et créer votre propre Start Up.

WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123 warid - congo

BUROTOP IRIS
Intégrateur de Solution

SECURITE

- Système de lutte Anti-Incendie FM 200
- Système de Contrôle d'Accès
- Système de Prévention d'intrusion IPS
- Vidéosurveillance
- Solution Anti-virus

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
 BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
 Avenue Moe Katt Matou
 Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
 République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
 Commune de Gombé
 Tél : +243 992 884 888
 République Démocratique du Congo

Partners: Cisco Premier Partner, McAfee Proven Security, RSA SECURITY, Kaspersky Anti-Virus

BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

POUR VOS CADEAUX EN PEINTURE, SCULPTURE, CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
 UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
 SIS DANS L'ENCEINTE DES « DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE »

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
 A Brazzaville : 222 81 40 67 . A Pointe-Noire : 222 94 12 88 . Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

CENTRAFRIQUE

Michel Djotodia en tournée en Afrique de l'Ouest

Après l'Afrique centrale, le nouveau président centrafricain se trouve actuellement en Afrique de l'ouest où il espère trouver un appui multiforme ainsi que des conseils auprès de ses pairs pour faire face à la situation qui prévaut dans son pays.

Lors de sa tournée, le chef de l'État centrafricain, qui est accompagné d'une forte délégation gouvernementale, doit expliquer à ses homologues des pays ouest-africains l'évolution de la situation dans son pays et les dispositions prises par rapport à l'insécurité qui prévaut à Bangui, la capitale, ainsi que dans d'autres parties du pays.

À Ouagadougou, Michel Djotodia a eu un tête-à-tête avec son homologue burkinabé, Blaise Compaoré. À sa sortie d'audience, il a déclaré : « Nous sommes venus remercier notre frère, le président Compaoré, pour son implication dans notre conflit interne, pour la énième fois [...]. Nous sommes venus bénéficier de ses expériences et de ses conseils, éventuellement des directives à suivre pour que la paix revienne. »

Le président centrafricain a en outre assuré que la sécurité était revenue dans son pays. « Le gros problème chez nous, ce sont les éléments de la LRA. Il est important de souligner que vers l'extrême Nord-Est et vers l'extrême Est, la LRA sévit encore. C'est un phénomène combattu de tout le monde, de toute la communauté



internationale. Donc nous sommes là, et au moment où je vous parle, mes hommes sont en train de gérer ces éléments », a-t-il poursuivi.

La tournée de Michel Djotodia en Afrique centrale avait été bénéfique pour son pays puisque les chefs d'État de la sous-région avaient décidé, en juin dernier, d'octroyer 25 milliards FCFA pour renforcer la sécurité à Bangui et pour accompagner le chef de l'État dans ses engagements en faveur de la population. Arrivé au pouvoir le 24 mars 2013, l'actuel président centrafricain multiplie des contacts pour tenter de sortir son pays de la crise institutionnelle et sécuritaire, aux conséquences humanitaires jugées catastrophiques par les ONG. Le pays a enregistré plus de 1,5 million de déplacés internes.

Nestor N'Gampoula

MÉDIAS

Les conditions de travail des journalistes en débat à Douala

La conférence qui réunit, depuis le 16 juillet dans la capitale du Cameroun, les professionnels des médias d'Afrique centrale ainsi que les représentants des syndicats, est organisée conjointement par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et l'Union des syndicats des professionnels de la presse d'Afrique centrale (USYPAC) dont le siège est à Brazzaville

Pendant deux jours, la quarantaine de participants va épiloguer sur les conditions de vie et de travail des journalistes, en établissant un lien avec le niveau de liberté de la presse dans les différents pays d'Afrique centrale. La problématique posée à Douala, se résume au fait qu'il n'y a pas véritablement de liberté de presse quand les journalistes travaillent dans un environne-

ment où règnent la corruption, la fraude et la crainte. En d'autres termes, s'accordent à dire les conférenciers, « un journaliste mal rémunéré constitue un vrai danger pour la démocratie et le développement ». Chaque pays parlera de son expérience dans le traitement des journalistes de la presse publique et privée, du respect du cadre juridique et des conventions collectives, des contrats de travail et accords d'établissement, de la prise en charge des journalistes dans les caisses de prévoyance sociale ou caisses de sécurité sociale.

Un plan de campagne sur la thématique va être adopté pour servir de feuille de route à l'USYPAC qui la remplira avec le soutien des bailleurs de fonds et des syndicats membres de cette union syndicale

des journalistes dans l'espace CEEAC.

Cette conférence bénéficie de l'appui financier de la Friedrich Ebert Stiftung (FES), une Fondation allemande basée au Cameroun qui dessert onze pays d'Afrique centrale et de la zone CEEAC. Cette institution privée allemande souscrit aux postulats de la démocratie sociale et du mouvement ouvrier international. Elle est présente dans plus de cent pays du monde, avec 24 bureaux en Afrique qui couvrent 29 pays. Prennent part à ces assises, les responsables syndicaux des médias de la République démocratique du Congo, du Tchad, du Gabon, de la RCA, du Congo-Brazzaville, de la Guinée Équatoriale et de Sao Tomé et Príncipe.

Jocelyn Francis Wabout

SÉCURITÉ AÉRIENNE

L'ASECNA reçoit un prêt de 30 millions d'euros

L'appui financier apporté par l'International Finance Corporation (IFC), membre de la Banque africaine de développement (BAD), permettra à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) de financer une partie de son plan de rénovation.

Grâce à ce prêt, l'Asecna va aussi procéder à l'acquisition de son nouvel équipement et à la rénovation de ses bâtiments. Ces investissements permettront à l'agence de continuer à améliorer la qualité de ses services et maintenir ses excellents résultats en matière de sécurité. « Cet accord marque le début d'une coopération entre l'ASECNA et IFC en vue de soutenir le développement d'un secteur de l'aviation sûr en Afrique subsaharienne. IFC s'engage à encourager l'augmentation des investissements dans les infrastructures, essentiels à la poursuite du développement économique de l'Afrique », a af-

firmé Vincent Gouarne, directeur chargé des infrastructures et des ressources naturelles pour le département Industrie mondiale d'IFC.

L'agence prévoit d'acquérir un nouvel équipement de navigation aéroportuaire, des infrastructures énergétiques et de communication. Elle prévoit également de rénover les bâtiments des tours de contrôle dans la majeure partie des pays membres. L'agence est chargée de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion des structures et services liés à la transmission de messages et d'informations sur le trafic. Elle s'occupe aussi du contrôle du trafic aérien, de la prévision et de la communication d'informations météorologiques, des itinéraires, de l'approche et de l'atterrissage des appareils dans les aéroports des pays membres africains.

L'IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent exclusive-

ment le secteur privé. Elle a été créée en 1956 et son capital est détenu par 184 pays membres qui définissent ses politiques. L'action qu'elle mène dans une centaine de pays en développement permet aux entreprises et institutions financières des pays émergents de créer des emplois, de produire des recettes fiscales, de renforcer le gouvernement d'entreprise, d'améliorer les résultats au plan environnemental et de contribuer au bien-être de leurs communautés.

Par contre, l'Asecna qui est créée en 1959 est composée de 18 pays membres : le Bénin, la Guinée Bissau, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Équatoriale, la France, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo et Madagascar.

N.N'G.

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE
NUMERO D'ANNONCE : 010/2013
OFFRE D'EMPLOI pour le poste d'Assistant en Informatique
Grade du Poste : FSN-07 (Grille salariale des employés Locaux)
DATE D'OUVERTURE: 12 Juillet 2013
DATE DE CLOTURE: 26 Juillet 2013

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme universitaire en Informatique, une bonne maîtrise de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département Informatique. L'intéressé(e) sera responsable de la maintenance des serveurs, postes de travail, imprimantes, scanners, ordinateurs, matériel de diagnostic, logiciels et autres périphériques. Il/Elle s'occupera de la gestion du réseau Local. Expert technique, il/elle apportera son soutien et son assistance au Personnel dans tous les domaines de l'informatique (la programmation des bases de données, le traitement de texte, tableur...).

Les compétences et connaissances pratiques en anglais et en informatique seront testées.

Pour de plus amples informations, concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet:

<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>

Ou de contacter le Bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants: 06-612-2000/06-612-2073/06-612-2133 ou par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

AU:

Management Officer -- U.S Embassy - Brazzaville, Boulevard Denis Sassou N'Guesso N°70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez)

Bacongo, Centre-Ville.

Brazzaville, Republic of Congo

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!



Mokabi

Une société du groupe Rougier

OFFRE D'EMPLOI

La société MOKABI recherche pour les besoins de son développement le profil suivants :

AFFÛTEUR (EUSE) PLANEUR

Lieu : Poste basé à Moualé, dans le département de l'Ila Likouala.

Missions :

-Assurer la réparation et l'entretien des outils de coupe selon les règles de sécurité et les impératifs de production.

-Maîtriser le planage, tensionnage et dressage des larmes.

Profil :

-CAP Affûteur ou qualification équivalente ;

-Avoir une bonne vision de près, être autonome et réactif, faire preuve de minutie et de précision.

Les CV devront être envoyés à l'adresse suivante : onguene-tsimi@groupe-rougier.com

mokabibureaux@yahoo.fr au plus tard le 31 juillet.

Beauty Party!

HapsatouSy

ETHNICIA

tous les jours de 13h à 20h, Palais des Congrès
du 12 au 22 juillet 2013

Musique & Cocktails!

Coiffure | Maquillage
Beauté des ongles | Conseils beauté
Vente de produits de beauté | Mode

Forfaits

16 000 XAF : Coiffage & beauté des ongles
33 000 XAF : Coiffage, make up, beauté des ongles et pose de cils
50 000 XAF : Coiffage, shampoing, soin des cheveux, make up et beauté des ongles

Préventes disponibles

Cannelle, immeuble city centre, en face du Yes Club

www.hapsatousy.com

Devenez vendeur (se) indépendant (e) !

Vous souhaitez gagner en liberté, en indépendance et gérer votre activité comme bon vous semble, cette opportunité est pour vous ! Vous pourrez exercer votre activité aux horaires qui vous conviendront ! Nous vous offrons la possibilité de devenir vendeur indépendant et ainsi votre propre patron ! Notre société spécialisée dans la beauté, le maquillage, la coiffure pour tous les types de peaux et de cheveux vous offrent des produits d'une qualité incontestable à faire découvrir à vos futurs clients.



Vous avez envie de rejoindre l'aventure ?

Rendez-vous les Lundi 15, Mercredi 17 et Vendredi 19 juillet de 18h à 20h lors des conférences "Femmes, business et cosmétiques" au Palais des Congrès de Brazzaville ou inscrivez-vous sur notre site www.hapsatousy.com. Contact : 01 57 45 045



Pourquoi pas vous ?

- Vous bénéficiez d'une formation vente.
- Aucun stock de départ obligatoire.
- Vous décidez de votre planning, en gardant du temps pour votre famille, pour vous ou au contraire à plein temps, c'est vous qui décidez.
- Pas de gestion complexe, vous faites vos ventes et recevez chaque fin de mois votre décompte !
- Plus vous êtes efficace, plus vous gagnez de l'argent ! Des possibilités de gains illimités !
- Vous pouvez évoluer très rapidement en fonction de vos ambitions, résultats, du recrutement de nouveaux clients.
- Vous bénéficiez de programmes promotionnels efficaces vous permettant de faire plaisir à vos clients tout en boostant vos ventes.
- Vous parrainez d'autres personnes qui comme vous souhaitent nous rejoindre et vous augmentez vos gains !



**Découvrez
nos produits de beauté
au Palais des Congrès !**

HapsatouSy

ETHNICIA

FORMATIONS

à partir du mois de Septembre 2013

Coiffure, Esthétique, Maquillage
Conseil en image, Bien-être,
Lissage brésilien, Extensions de cheveux

Venez vous inscrire les Lundi 15, Mercredi 17 et Vendredi 19 juillet de 18h à 20h lors des conférences "Femmes, business et cosmétiques" au Palais des Congrès de Brazzaville ou sur notre site www.hapsatousy.com. Contact tel : 01 57 45 045

DIASPORA

Les partenaires du challenge entrepreneurial RICE prennent la parole

Mohamadou Hayatou, représentant de la Banque mondiale, Edith Itoua, chef du département des Congolais de l'étranger, et Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la CCI de Pointe-Noire et de l'APNI expliquent aux Dépêches de Brazzaville, les raisons de leur engagement au côté du RICE.

MOHAMADOU HAYATOU

Les Dépêches de Brazzaville : Il existe d'autres associations qui œuvrent en faveur de l'entrepreneuriat, pourquoi avoir choisi le Réseau international des Congolais de l'étranger (RICE) pour votre programme d'appui à la diversification de l'économie ?

Mohamadou Hayatou : Il y a deux raisons. La première, c'est le résultat. Il y a beaucoup d'initiatives qui sont faites dans ce sens mais où, au final, on se retrouve un an, cinq ans, dix ans

dans le très court terme avec des outils et des instruments qui sont mis en place pour le développer. La deuxième raison, ce sont les porteurs du projet qui sont « mystiquement » attachés au pays. Ce sont des personnes qui ont bâti des familles, des vies à l'extérieur du Congo mais qui maintenant, ont décidé de faire le sacrifice de revenir au pays pour apporter le meilleur de ce qu'ils ont pu acquérir. Pour nous, ce sont peut-être les meilleurs partenaires. Ils ont une volonté que l'on ne trouve pas ailleurs. On peut faire venir des personnes de l'étranger mais ils n'auront jamais le même attachement que les Congolais de l'extérieur. Je pense que ces deux ingrédients peuvent être des facteurs clés de succès.

LDB : Avez-vous déjà travaillé avec une association comme le RICE ?

MH : C'est la première fois dans le cadre du programme d'appui à la diversification de l'économie. Nous avons d'autres partenaires comme l'Association Pointe-Noire industrielle et la Chambre de Commerce mais avec une association comme le RICE, c'est la première fois. C'est particulièrement important parce que dans la genèse du programme, nous avons comme audience captive la diaspora congolaise. Le RICE est une porte d'entrée pour développer le secteur privé congolais.

EDITH ITOUA

LDB : Votre présence sur le stand du

RICE, signifie-t-elle que vous soutenez officiellement l'organisation de ce challenge ?

Edith Itoua : Oui tout à fait. C'est aussi dans le cadre de mon travail de soutenir des initiatives pour faire la promotion des actions des Congolais de l'étranger, et le RICE, qui est le Réseau international des Congolais de l'extérieur, a mon appui dans ce qu'ils font et ce sera également le cas avec tous ceux qui viendront au Congo organiser des choses.



Edith Itoua

LDB : Dans la politique que vous allez mettre en place, avez-vous prévu de faciliter le retour des Congolais qui désirent entreprendre ?

EI : Oui, je pense même que le salut de notre pays passera par le secteur privé. Le secteur public est saturé comme tout le monde le sait. Alors, on devrait mener des actions efficaces pour faire revenir ceux qui viennent créer des emplois, des entreprises.

C'est ainsi que nous pourrions développer notre pays.

SYLVESTRE DIDIER MAVOUENZELA

LDB : Qu'est-ce qui vous a motivé à soutenir l'action du RICE ?

Sylvestre Didier Mavouenzela : L'action du RICE est en parfaite adéquation avec le mandat de la Chambre de commerce. Chaque fois que nous rencontrons des partenaires qui œuvrent dans ce domaine, nous ne pouvons que nous engager. Nous sommes conscients que la tâche est immense et la Chambre de commerce, à elle seule, ne peut pas tout faire. En matière d'entrepreneuriat, notre pays a pris beaucoup de retard et c'est lié à l'histoire. Nous avons tendance à l'oublier mais il n'y a pas si longtemps, nous étions un pays léoniste, marxiste, où il n'était pas possible d'entreprendre. D'ailleurs, je me souviens à une époque assez récente : pour avoir sa carte de commerçant, il fallait une enquête de la direction de surveillance du territoire. Nous avons le poids de notre histoire et cela nous pousse à aller plus vite et nous mobiliser pour l'entrepreneuriat. C'est le sens de notre soutien au RICE.

LDB : Dans le cadre du challenge, le RICE offrira jusqu'à 50 000 euros pour aider les porteurs de projets. Selon votre expérience, les banques au Congo sont-elles prêtes à soutenir des porteurs de projets ?

SDM : Nous travaillons depuis 10 ans sur la problématique de financement. On a commencé à mettre en place un

fonds d'investissement pour le financement des PME car les banques n'y allaient pas. Et depuis quelque temps, cela a évolué. Le paysage bancaire au Congo a changé. On est passé de trois à onze banques. Le marché des grandes entreprises n'est pas aussi vaste que celui des PME, alors les banques s'y intéressent. Avec de la garantie, les banques suivent. Nous avons monté un fonds de garantie pour pouvoir financer les entreprises et nous avons pour cela des banques partenaires. Tous ces dispositifs, nous allons les mettre à disposition du RICE pour que ce challenge soit un réel succès.



Sylvestre Didier Mavouenzela

LDB : L'année prochaine, le challenge pourrait-il être organisé à Pointe-Noire ?

SDM : Le RICE sera le bienvenu. Nous nous mobiliserons et mettrons à leur disposition, le réseau des entreprises de la ville.

Tania Bakouma et Brice Mampouya



Mohamadou Hayatou

après, sans résultats. Et là je crois qu'il y a dans ce projet, une volonté d'obtenir des résultats qui s'inscrit

Félicitations

à

MagIndustries Corp. / MagMinerals Potasses Congo

A l'occasion du lancement des travaux de construction du Projet de Potasse de Mengo



TerraTech
Le monde de l'informatique



296.000 TTC

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz
Ecran HD-Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery



Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée, Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com



CÉDEAO

L'Afrique de l'Ouest accélère son processus d'intégration régionale

Le processus d'intégration régionale au sein de l'espace ouest-africain vient de franchir un pas important avec la réunion tripartite entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) et la Banque mondiale (BM).

Les trois institutions se sont rencontrées du 11 au 12 juillet à Abidjan (Côte d'Ivoire), dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté élaborée par la Cédéao et l'Uémoa en 2006 et la vision 2020 de la Cédéao aspirant à l'ériger en espace sans frontière, paisible et prospère. Suite à cette concertation, les parties ont décidé de renforcer leur coopération en vue d'impulser le développement intégré de cette zone qui compte plus de 300 millions d'habitants.

Pour la directrice des opérations de la BM pour le Nigeria et coordinatrice des Programmes régionaux pour l'Afrique de l'Ouest, Marie-Françoise Marie Nelly, « les bonnes perspectives économiques que connaissent la plupart des États de cette région ainsi que l'existence d'un potentiel de ressources naturelles et une population jeune constituent de réelles opportunités. » Cependant, ajoute-t-elle, « il existe des défis majeurs, la zone souffrant notamment du faible degré de fiabilité des systèmes de transport, d'électricité, conjugués à l'existence de nombreux obstacles au mouvement des biens, capitaux et personnes au sein de la sous-région. »

Marie-Françoise Marie Nelly a aussi souligné la problématique de développement et de sécurité transfrontalière

dans cet espace, notamment dans la bande sahélo-saharienne « qui nécessite un leadership et une volonté politique des dirigeants de la Cédéao ».

Le vice-président de la BM pour la région Afrique, Makhtar Diop, a exhorté les participants « à œuvrer pour l'accélération de la mise en œuvre de l'agenda sous-régional afin de répondre aux attentes des populations en matière de développement ».

Pour le président de la Commission de la Cédéao, Kadré Désiré Ouedraogo, en dépit de nombreuses contraintes, beaucoup d'efforts ont été faits dans le domaine de l'intégration. Il a appelé à l'accélération du processus à travers des projets transformateurs et prioritaires pour la région, articulés autour de la sécurité et la stabilité ; la libre circulation des biens et des personnes, l'amélioration des infrastructures telles que l'énergie et le transport, la relance de l'agriculture et le développement des capacités. Le représentant du président de la Commission de l'Uémoa, Christophe Joseph Dabiré, a de son côté indiqué que son institution devrait davantage s'impliquer dans la résolution des crises politiques et sécuritaires qui « compromettent l'avenir de la sous-région ». À l'issue des travaux, il a été décidé d'intensifier les efforts dans les thématiques liées à l'énergie, l'agriculture

et le commerce, le transport, la sécurité au Sahel, le climat des affaires et les Centres d'excellence. Il a été relevé la nécessité pour les États de mettre en œuvre les réformes déjà prises au niveau régional dans le secteur du transport aérien, de libérer le potentiel de production énergétique de certains pays membres et d'améliorer la performance des sociétés de distribution.

En ce qui concerne le Sahel, la nécessité d'une coordination des différentes approches et interventions de développement par les institutions régionales favorisant la compétition et l'intégration a été soulignée. Les participants ont recommandé, quant à l'environnement des affaires et la facilitation du commerce, une forte volonté politique pour lever les barrières et entraves au mouvement des biens en vue de favoriser un marché intra-africain. Pour les Centres d'excellence, ils ont suggéré de veiller à une cohérence entre le projet de la BM, des Centres d'excellence africains et le programme de l'Uémoa.

Pour rappel, l'appui de la BM à l'intégration régionale s'articule autour de l'infrastructure régionale, la coopération institutionnelle pour l'intégration régionale et les biens publics régionaux.

Noël Ndong

CÉÉAC

Les ministres vont réfléchir sur l'amélioration du transport aérien en Afrique centrale

Les ministres de l'aviation civile des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) seront réunis lors d'une session qui s'ouvre le 19 juillet à Malabo en Guinée Équatoriale.

Au cours de cette réunion, les ministres en charge des questions de l'aviation civile de la CÉÉAC, examineront plusieurs questions au nombre desquelles : les problèmes liés à l'amélioration du transport aérien en Afrique centrale, ainsi que le plan d'action 2010-2015, adopté par la conférence des chefs d'État et de gouvernement de cette institution, en 2010 à Kinshasa (RDC).

Le Congo sera représenté à cette réunion sous-régionale par le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Rodolphe Adada. Avant de se rendre à Malabo, Rodolphe Adada, qui séjourne à Paris, prendra d'abord part, au nom de ses pairs de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), à une réunion avec la société Air France. Le but de cette rencontre est de lever toutes les ambiguïtés en vue de parachever, au plus vite, l'accord de partenariat avec la compagnie Air Cémac.

Rappelons que la session de Malabo s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de Yamoussoukro, signée le 14 novembre 1999, libéralisant l'accès au marché du transport aérien en Afrique. À cette occasion, un mémorandum d'entente avait été signé entre les États de l'Afrique de l'Ouest et ceux de l'Afrique du centre, donnant lieu à plusieurs études réalisées à partir de l'année 2004, dont le but est d'aboutir à l'harmonisation de la réglementation économique du transport aérien dans les deux sous-régions.

Firmin Oyé

PROGRAMME RELATIF AUX OBSÈQUES DU COLONEL FÉLIX CONSTANT TCHIBOTA MOE POATY

Mme Antoinette Sassou N'Guesso a la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances la disparition brutale, le 7 juillet à Brazzaville, du colonel Félix Constant Tchibota Moe Poaty, ancien responsable de la sécurité de l'épouse du chef de l'État.

Les obsèques se dérouleront à Pointe-Noire au domicile familial sis quartier chic-Tchichelle selon le programme ci-après :

Mardi 16 juillet

8h30 : mise en bière à la morgue municipale de Brazzaville ;
10h30 : recueillement général au domicile du défunt ;
13h30 : départ pour l'aéroport international Maya Maya
15h 00 : décollage pour Pointe-Noire ;
15h 45 : arrivée de la dépouille à l'aéroport Agostinho Neto
16h 30 : dépôt de la dépouille à la morgue municipale de Pointe-Noire.
Veillée au domicile familial sis quartier Chic Tchichelle.

Mercredi 17 juillet

10h00 : sortie de la dépouille de la morgue municipale de Pointe-Noire ;
11h00 : exposition de la dépouille au domicile familial et début du recueillement général ;
12h00 : fin du recueillement général.
Après-midi et toute la nuit : animation générale.

Jeudi 18 juillet

9h00 : recueillement ;
11h30 : départ pour l'Église Notre-Dame ;
12h00 : installation ;
12h30 : début de la messe ;
14h30 : fin de la messe ;
14h45 : départ pour le cimetière de Diosso
17h00 : retour sur Pointe-Noire et fin de la cérémonie.

La famille.



POINTE-NOIRE

Le quartier kilomètre 4 au rythme de la musique religieuse

Alors que Brazzaville vibre aux sons et rythmes du Fespam, Pointe-Noire s'affiche par des concerts. Preuve, le premier concert de la 15^e édition de l'émission Voix du salut de Radio Congo Pointe-Noire, a eu lieu le 13 juillet en la paroisse Mont Sinaï de l'Église évangélique du Congo, au quartier Kilomètre 4. Un moment de liesse pour les abonnés de la musique religieuse.

C'est sur le thème : « La puissance de la louange » qu'a été célébré le concert œcuménique regroupant douze chorales et groupes de l'Église évangélique du Congo, de l'Église catholique et de l'Armée du salut. Les choristes et chantres des douze groupes et chorales programmés, se sont succédé sur le podium, à l'appel de Jacques Bikoumou Diantété Makobé, animateur et producteur de l'émission Voix du Salut de Radio Congo Pointe-Noire. Après 1999 et 2001, l'émission Voix du salut est à nouveau revenue à la paroisse Mont Sinaï en

tant que rendez-vous culturel au cours duquel les voix s'expriment pour l'honneur et la gloire de l'Éternel et pour affirmer la pré-



Le groupe Kilombo Nsilulu de la paroisse Mont Sinaï de l'Église évangélique du Congo

pondérance des chants divins. De nombreux invités venus de différentes confessions religieuses, ont pris part à cette activité.

Les groupes et chorales

Kilombo Nsilulu (paroisse Mont Sinaï), chorale Pain de vie (paroisse Saint Jean Apôtre), chorale Nzitusu (paroisse de Mbota),

chorale Voungou (paroisse Loussala), les Consolateurs (Poste salutiste de Loussala), chorale Mpaka (paroisse de Mpaka), cho-

rale salutiste de Tchimbambouka, chorale Bazi ntumua (paroisse Mbota EEC), les Tambourinaires seniors (Poste salutiste de Loussala), chorale Centre (paroisse Mont Sinaï EEC), chorale Kia kwa Nza (paroisse de Tié Tié EEC), chorale Amour de Dieu (paroisse Mont Sinaï EEC).

Hervé Brice Mampouya

FESPAM 2013

Un évènement captivant selon le ministre centrafricain de la Culture

Bruno Payendé l'a déclaré, le 15 juillet, à sa sortie d'audience avec le ministre de la Culture et des arts du Congo, Jean Claude Gakosso.

En marge de la neuvième édition du Festival panafricain de musique (Fespam), le ministre congolais de la Culture et des arts a donc reçu dans son cabinet de travail, son homologue centrafricain venu assister à la grande fête musicale panafricaine. Les deux personnalités ont parlé de la coopération culturelle renforcée entre le Congo et la Centrafrique.

Le ministre Bruno Payendé, a profité de l'occasion pour faire part de la reconnaissance du président de la République centrafricaine à son homologue congolais, le président Denis Sassou N'Guesso, pour tout ce que le Congo a fait pour que son pays retrouve la paix et la stabilité. « Nous parlons de coopération renforcée, du fait que c'est récemment qu'un ministère autonome en charge de la Culture vient d'être créé en République centrafricaine. Cela veut dire que les autorités de notre pays attachent du prix à la culture qui doit être un ministère stratégique au

même titre que les autres ministères. Pour ce faire, il faut une coopération renforcée, échanger avec les autres pays, notamment avec le pays frère du Congo, des différents programmes de développement culturel et des différents projets de développement de nos valeurs culturelles », a-t-il dit. Un projet transfrontalier en matière culturelle existe entre les deux pays. Il est relatif aux peuples autochtones dispersés à travers les deux pays au profit desquels les deux hommes d'État ont décidé de relancer et de renforcer un projet commun.

Le ministre centrafricain a déploré le fait qu'il n'ait pu assister à la cérémonie d'ouverture du Fespam, alors qu'il le voulait bien : « C'est dommage que je sois arrivé avec un léger retard, juste au moment où le président Denis Sassou N'Guesso procédait à l'ouverture officielle de cet important évènement culturel. J'étais à l'aéroport, et c'est de là que j'ai suivi cette cérémonie à travers la télévision. C'est un évènement grandiose, at- trayant et captivant. »

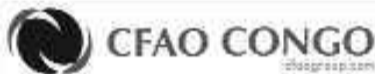
Bruno Okokana

IN MEMORIAM

17 juillet 2011 - 17 juillet 2013, voici 2 ans, jour pour jour, que papa Gaston Bombo «Eyembet» fut subitement arraché à l'affection de ses enfants et de sa famille. En cette date commémorative, les enfants Bombo, Ndeba et famille prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.



Ban Anguele Sohondze 17 juillet 2010-17 juillet 2013, trois ans déjà que l'horloge du temps humain s'est arrêtée, t'ouvrant la voie de la félicité éternelle auprès du très-haut. En ce jour commémoratif, la famille prie celles ou ceux qui t'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour le repos de ton âme.



INFORMATION

En raison des travaux de réaménagement de ses ateliers de Brazzaville, CFAO CONGO demande à ses clients dont les véhicules stationnent dans son enceinte et pour lesquels aucun accord de travaux n'a été donné à ce jour, de bien vouloir les récupérer avant le 31 juillet 2013, et notamment les véhicules dont les immatriculations suivent :

- 968 EM 4
- 259 CA 6
- 245 EP 4
- 636 ET 6

Nous vous remercions pour votre compréhension et vous demandons de prendre attache avec **M. MAMBOU notre chef d'atelier**, au **06.663.40.47/ 05.545.11.10**



MBOTE!
Vous faites partie des privilégiés

PROGRAMME MBOTE



www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo) + 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com



RDC

L'opposition appelée à être un véritable contrepoids politique

Pour l'Asadho, il n'y a pas de démocratie sans une majorité présidentielle qui gère, ni sans une opposition qui surveille.

Dans une lettre adressée le 16 juillet aux responsables et membres des partis politiques de l'opposition, l'Association africaine pour la défense des droits de l'homme (Asadho) a conseillé à l'opposition d'être un véritable contrepoids politique. Selon cette ONG, cela éviterait au pays l'instauration, par la majorité présidentielle, d'une démocratie de façade.

Le souhait émis par l'Asadho est, à en croire cette association, d'une démocratie dans laquelle la majorité présidentielle a sa place et où l'opposition peut être un vrai contrepoids et une alternative crédible. « La présente lettre que l'Asadho vous adresse est fondée sur notre conviction que sans une opposition politique engagée, effective et res-



Des membres de l'opposition politique/ Photo tiers

ponsable, le processus de démocratisation de notre pays ne peut aboutir qu'à l'instauration, par la majorité présidentielle, d'une démocratie de façade dont notre peuple n'a pas besoin », a noté le président de cette ONG, Jean-

Claude Katende, dans sa lettre, qui appelle chaque partie à laisser l'autre remplir son mandat constitutionnel.

L'Asadho a justifié son action par le souci de voir s'installer en République démocratique du Congo (RDC) une société

ouverte et inclusive où toutes les Congolaises et tous les Congolais peuvent donner et recevoir. « Une telle société, gage de progrès véritables, constitue le plus grand rêve de notre organisation », est-il indiqué dans ce document.

Responsabilité partagée

Pour l'Asadho, en effet, le pouvoir doit également laisser l'opposition politique jouer son rôle constitutionnel. Il doit, selon l'ONG, se refuser de mettre en place une politique qui empêcherait l'opposition de jouer pleinement son rôle. Alors qu'en travaillant à la conquête du pouvoir, les partis politiques de l'opposition doivent, de leur côté, aider la majorité au pouvoir à améliorer la gouvernance et à mettre en place des politiques et programmes qui profitent directement aux populations. « L'opposition politique doit démontrer qu'elle est une alternative crédible,

sérieuse et fiable. À cet égard, c'est à elle que revient le fardeau d'apporter la preuve qu'elle est crédible et sérieuse. L'alternative qu'elle propose en matière de politique économique, de justice sociale, de lutte contre l'impunité, des antivaleurs et la corruption devrait être lisible », a souligné l'association.

Face aux enjeux de l'heure (la guerre à l'Est, les entraves à l'exercice de la liberté d'expression et de manifestation de l'opposition, le dialogue politique, l'éventuelle révision de la constitution, les élections provinciales, les élections législatives et présidentielle de 2016, etc.), l'Asadho a conseillé à l'opposition politique de réfléchir sur sa cohésion, la participation au gouvernement d'union nationale et la capacité à se battre pour faire valoir ses idées et ses convictions.

Lucien Dianzenza

Une pétition en gestation contre la révision de la Constitution

La plate-forme dirigée par François-Xavier Beltchika en appelle également à l'organisation de ses états généraux.

La question d'une quelconque démarche visant la révision des articles verrouillés dans la Constitution continue à alimenter la chronique. Après le conclave de l'opposition politique du 6 au 11 juillet, la Coalition des patriotes pour la République (CPR) se lance dans le plaidoyer pour l'ouverture d'une pétition nationale dont l'objectif serait de récolter des signatures pour barrer la route à toute velléité. L'initiative de la CPR est dans la droite ligne des actions envisagées par l'opposition au cours du conclave de Limete à Kinshasa. Les partis présents à ces assises ont résolu de lancer une vaste campagne de sensibilisation de la population dite « Touche pas à ma constitution », afin d'éveiller son attention et de la préparer à s'opposer à toute tentative de modification des dispositions de la Constitution verrouillées, notamment l'article 220 lié au mandat du chef de l'État.

Aussi le bon déroulement des travaux du conclave, l'aboutissement heureux des efforts et des sacrifices consentis, l'esprit d'union de l'opposition qui a caractérisé les assises de ce mois de juillet, sont-ils autant d'aspects positifs qui ont retenu l'attention de la plate-forme politique CPR. Ces acquis constitueraient un début de l'entente longtemps souhaitée. De même, les participants sont invités à considérer les résultats desdites assises comme un premier pas dans la bonne direction vers la cohésion au sein de l'opposition et des matières utiles à verser dans les états généraux de cette aile politique. Pour capitaliser ces résultats, la CPR recommande de distribuer les résolutions à tous les délégués au conclave ainsi qu'aux partis de l'opposition absents aux assises de Kinshasa. « L'organisation de ces états généraux doit préoccuper tous les partis de l'opposition afin qu'elle puisse se réaliser dans le plus bref délai », a précisé un communiqué de la plate-forme.

Jeannot Kayuba

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Le mouvement de grève se radicalise

Des étudiants en furie boudent la démarche de leurs assistants qui refusent de les encadrer pendant la tenue de la première session de juillet. Leur manifestation va quelques fois au-delà du site universitaire au point de perturber l'ordre public.

La situation n'a pas beaucoup évolué dans les universités et établissements d'enseignement supérieur, tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays, depuis que le corps scientifique est entré en grève. Assistants et chefs des travaux, qui n'ont plus le cœur à l'ouvrage, réclament des augmentations salariales auprès du gouvernement qui semble minimiser la portée de leur démarche. Après plusieurs jours d'arrêt de travail et face à l'immobilisme du ministre en charge du secteur, les membres du collectif des syndicats d'où sont affiliés les grévistes ont tenu dernièrement à rencontrer le Premier ministre afin de lui exposer de vive voix leurs revendications. En lieu et place du concerné, c'est son directeur de cabinet qui s'est improvisé pour les recevoir. Ce qui n'a pas été du goût des syndicalistes qui ont promis d'y revenir. Entre-temps, la situation sur le terrain s'est nettement détériorée.

À l'Université de Kinshasa, des étudiants en furie protestent toujours contre l'interruption des activités académiques au sein du campus en cette période des examens de la première session. Ils s'en prennent aux assistants et chefs des travaux qu'ils considèrent comme responsables de cette situation de fait tendant à hypothéquer leur avenir. Face à une résistance de la communauté estudiantine qui n'obtempère pas à leur injonction de sécher les auditoires, les assistants tentent de leur obstruer l'entrée dans certaines facultés. En l'absence des assistants grévistes, les professeurs eux-mêmes assurent la surveillance des examens parfois au-delà des heures requises. Nonobstant



Une vue de la faculté de polytechnique de l'université de Kinshasa

les récriminations des étudiants qui espèrent que les grévistes pourront revenir à la raison, ces derniers restent de marbre, toujours peu disposés à reprendre le chemin des auditoires.

Même situation ou même pire à l'Université pédagogique nationale où la première session a été carrément suspendue suite à une escalade de violence perpétrée par les étudiants dans la matinée du 15 juillet. Se retrouvant seuls dans les auditoires sans la présence des assistants et chefs des travaux censés superviser les épreuves, les étudiants sont sortis furieux des auditoires s'en prenant à tout ce qui était à leur portée. Les membres du corps scientifique présents sur le site regardaient la scène sans broncher irritant davantage les étudiants qui n'avaient pas encore digéré le décès d'un de leur renversé sur la route de Matadi alors qu'il traversait la chaussée. La mort de cet étudiant de première licence en relations internationales avait rajouté à la confusion dans cet établissement supérieur jusqu'à l'incursion sur les lieux des forces de police. Coups de feu et gaz lacrymogènes ont été utilisés pour disperser les manifestants.

Au même moment à l'Institut supérieur de commerce et à l'Institut supérieur des techniques appliquées, des étudiants en furie ont manifesté contre la grève du

personnel académique non sans perturber l'ordre public. À l'IBTP et à l'ISP/Gombe, les examens se déroulent dans un climat de tension sur fond d'un dysfonctionnement qui en relativise la crédibilité. Des dégâts matériels importants ont été signalés sur ces différents sites. Certains étudiants ont perdu leurs effets pendant que d'autres ont été violemment arrêtés. Certaines indiscretions laissent entendre que quelques étudiantes ont été violées dans la foulée des échauffourées. Entre-temps, le gouvernement via son ministre en charge du secteur reste silencieux. Les assistants et chefs des travaux auxquels se sont joints les membres du personnel administratif n'entendent pas baisser les bras en si bon chemin. Ils déclarent poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à amener le gouvernement à répondre favorablement à leur requête. Pour rappel, cette grève a débuté depuis le 1er juillet à l'appel du Collectif des syndicats et associations de enseignants du corps scientifique de l'enseignement supérieur et universitaire. Le personnel scientifique réclame la réduction des écarts de salaire avec les professeurs et l'inscription de nouvelles unités sur les listings de paye.

Alain Diasso

EXAMENS D'ÉTAT 2013

Les premiers résultats déjà publiés

Depuis le 15 juillet dans la soirée, les données sont disponibles sur le site officiel du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnelle (EPSP).

L'attente n'aura pas été longue. En moins d'un mois après la clôture de la session des examens d'Etat, les candidats peuvent déjà retrouver leurs résultats sur le site officiel du ministère de l'EPSP. Les finalistes de toutes les options peuvent maintenant être fixés sur leur sort. Le rituel qui généralement caractérise ces moments a été respecté. La publication des premiers résultats des sections techniques, tard dans la soirée, n'a pas empêché les heureux lauréats de laisser libre cours à leurs fantasmes à travers des scènes de délire. Les familles dont les enfants ont satisfait à l'épreuve ont festoyé toute la nuit jusqu'aux petites heures de la matinée.

La bière a coulé à flot sous des décibels qui donnaient la mesure de l'effervescence qui avait gagné les esprits. Toute la journée du 16 juillet, les élèves finalistes ayant réussi ont quadrillé la ville, se pavant dans les différentes artères, lançant des cris de joie à tout vent. Par petits groupes, ils prenaient soit la direction de leurs écoles respectives, soit celle d'un bar de proximité pour y savourer leur succès. Avec des visages saupoudrés et arborant des T-shirts ou encore des tenues un peu débrayées à la limite de la décence, ils étaient facilement re-



Scène d'hystérie des lauréats des examens d'Etat/photo Droits tiers

perables dans les avenues. Les filles avaient opté pour des culottes en jeans surmontées d'un polo sur lequel étaient retranscrits le nom du nouveau diplômé et le pourcentage réalisé. Le trafic dans la ville était, pour ainsi dire, paralysé à la suite de cette hystérie qui a fini par gagner certains passants dans une sorte de communion collective.

Dans certaines familles, c'était plutôt la désolation. Les élèves n'ayant pas réussi étaient vite sujets aux railleries dans leur milieu de vie. Certains auraient même menacé de se suicider avant d'en être dissuadés. Quelques écoles avaient pris des précautions en sécurisant leur site en le mettant à l'abri des actes de vandalisme pouvant provenir des élèves ayant échoué. Dans tous les cas, les réjouissances étaient contenues dans les limites tracées par l'administration urbaine qui a

prohibé les cortèges et autres scènes de débordement dans la ville. Quelques rares lauréats, qui ont osé s'exhiber dans des bars ou dans des lieux publics, ont été arrêtés et conduits aux postes de police. D'aucuns s'interrogent si cette surveillance policière sera poursuivie jusqu'aux heures indues de la soirée lorsqu'on sait que plusieurs lauréats ont réquisitionné des bars et autres espaces privés pour célébrer leurs diplômes en toute liberté.

Cependant, des sources proches du Ministère de l'EPSP, il est apparu que les écoles conventionnées catholiques tiennent le haut du pavé en termes de meilleurs résultats pour ce premier lot des résultats dans lesquels 52% des réussites en moyenne ont été enregistrés sur l'ensemble du territoire national.

Alain Diasso

CAMPAGNE AGRICOLE

Le Kasai oriental reçoit six millions de dollars

Le geste du gouvernement central intervient après la signature d'un protocole d'accord entre le ministre central de l'Agriculture, Jean-Chrysostome Vahamwiti, et le gouverneur de la province, Alphonse Ngoyi Kasanji.

Le gouvernement de la RDC vient de débloquer un montant de six millions de dollars américains pour relancer le secteur agricole dans la province du Kasai orientale au cours de la saison agricole A qui s'étend de septembre à janvier 2014. Ces fonds seront affectés

à des investissements pour l'élevage de la race améliorée des chèvres et à la réhabilitation de 304000 km de routes de desserte agricole. Présent à Kinshasa, le gouverneur Ngoyi Kasanji a annoncé qu'un premier montant de plus d'un million cinq cent mille dollars américains est déjà disponible.

Pour permettre l'exécution sur le terrain, la province du Kasai orientale devra donc présenter au ministère de l'Agriculture des projets le plus vite possible, repartis sur trois axes princi-

aux, à savoir l'agriculture, l'élevage et la pisciculture. Car la première partie des fonds, déjà disponible, peut immédiatement être décaissée.

À en croire Alphonse Ngoyi Kasanji, ces fonds permettront à la province du Kasai oriental d'atteindre le seuil de production de onze mille tonnes de maïs et un million cinq cent mille tonnes de riz. Une fois le seuil atteint, la province pourrait espérer regagner son statut de l'un des greniers du pays.

Gypsie Oïssa Tambwe

AFRIQUE

Le forum annuel de haut niveau se tiendra en novembre

La rencontre, qui réunira près de huit cents participants à Abidjan, sera centrée sur l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement pour tous.

L'objectif de ce forum est donc de mettre à la disposition des différents décideurs et acteurs du secteur sur le continent une plate-forme d'échange et d'influence et favoriser ainsi des décisions et actions concrètes en faveur de l'hygiène, assainissement et eau potable en Afrique.

Avec pour thème « Promotion d'une coopération vivante et efficace entre les pays du Sud pour accélérer l'accès à l'hygiène, l'assainissement et l'eau potable pour tous en Afrique », la troisième édition du forum africain annuel de haut niveau sur l'eau et l'as-

saïnissement pour tous est initié par l'agence intergouvernementale panafricaine, eau et assainissement pour l'Afrique, sous l'organisation du gouvernement de la Côte d'Ivoire.

Du 21 au 23 novembre, souligne un communiqué de l'organisation de la presse africaine, la capitale ivoirienne attend près de huit cents participants, particulièrement toutes les parties prenantes et hauts responsables du secteur de l'Hygiène, de l'assainissement et de l'eau potable en Afrique. Il s'agit des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains, des ministres en charge des questions d'eau et d'assainissement en Afrique, des ministres en charge des Finances des pays africains et des partenaires techniques et financiers du

Nord et du Sud constitués pour l'essentiel de banques d'import-export, de chercheurs, d'investisseurs, d'ONG et d'Organisations d'intégration et de développement. Avec trente-deux pays membres qui interviennent depuis vingt-cinq ans en Afrique pour le développement de solutions en réponse aux problèmes d'eau et d'assainissement sur le continent, cette institution vise à mettre en place des systèmes intégrés, combinant l'optimisation des approches techniques et scientifiques et les mécanismes de financement novateurs.

Pour rappel, la première et la deuxième édition se sont tenues respectivement à Ouagadougou au Burkina Faso et Dakar au Sénégal.

G.O.T.

SANTÉ PUBLIQUE

Le ministre de tutelle informé de la nouvelle approche de Cordaid dans les soins

Cordaid, une organisation d'inspiration catholique pour les secours et l'aide au développement et l'un des partenaires du ministère de la Santé publique, entend apporter son appui au ministère pour améliorer les soins de santé de la population.

L'ONG vient de mettre sur pied une approche contractuelle qui est déjà en exécution dans six zones de santé. Cette approche, explique le directeur pays de cette organisation, Piet Spaarman, reçu par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, est le fruit de la bonne collaboration entre le ministère et Cordaid. En plus de la mise en œuvre de cette nouvelle approche, Piet Spaarman a fait savoir que son institution finance la cellule de financement basée sur le résultat du ministère qui est au fait la cellule technique qui réfléchit sur cette approche.

À travers cette approche, ajoute le coordonnateur de Cordaid chargé du renforcement de système de santé, le Dr Paul Khomba, l'objectif visé est de subventionner les soins de santé dans les structures médicales. Pour ce faire, le Dr Paul Khomba explique comment fonctionne cette théorie : « Nous contractons une formation sanitaire. Avec elle, on détermine un certain nombre des résultats à atteindre, cela conformément à un plan bien structuré par la formation médicale et nous achetons cash ces résultats. Cette façon de faire permet alors à la structure sanitaire de résoudre des problèmes qu'elle rencontre, de baisser le coût de soins et, en fin de compte, de contrôler les résultats qui sont réalisés ». Cependant, pour éviter la fraude, le Dr Paul Khomba révèle que le Cordaid a une structure d'achat et de contrôle qui travaille avec le ministère de la Santé publique. Elle vérifie ce que les structures de santé rapportent comme résultats et en échange on leur verse leur part du financement et on suit ensuite la mise en œuvre de l'exécution par rapport au plan qu'ils se sont tracé.

Cette approche revêt bien des avantages dans la mesure où l'on finance directement les soins et les bénéficiaires. Elle permet également à l'économie locale de la structure sanitaire d'être plus autonome « au lieu de prendre le tout qui vient de l'extérieur et qui, parfois, ne rencontre pas les besoins réels de la population ».

Aline Nzuzi

LUTTE CONTRE LE SIDA

Le Fonds mondial soutient les nouvelles lignes directrices de l'OMS

Les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommandent de proposer au patient le traitement antirétroviral (TAR) à un stade plus précoce.

Car des récentes études prouvent qu'un TAR administré plus précocement aide les personnes porteuses du VIH à vivre plus longtemps et en meilleure santé. En plus, il réduit substantiellement le risque de transmettre ce virus à d'autres personnes.

La nouvelle approche ainsi appliquée pourrait éviter 3 millions de décès et prévenir 3,5 millions de nouvelles infections par le VIH entre ce jour et 2025. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui soutient cette nouvelle stratégie, laisse entendre dans un communiqué de presse que « les nouvelles recommandations thérapeutiques édictées par l'Organisation mondiale de la Santé marqueront une accélération des efforts visant à supprimer le VIH de la liste des menaces pour la santé publique ».

« Nous nous réjouissons de voir l'OMS prendre cette mesure importante », a déclaré Mark Dybul, le directeur exécutif du Fonds mondial tout en soulignant que ces nouvelles orientations aideront les pays à mettre au point leurs programmes et à concevoir leur riposte face à une situation épidémiologique qui leur est propre, notamment en prenant en considération les zones sensibles où la transmission est importante.

Les nouvelles recommandations de l'OMS, révèle le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, simplifient le traitement de première intention par la prise, une fois par jour, d'une association de médicaments en doses fixes. Elles appliquent, en outre, le même protocole thérapeutique de première intention pour toutes les catégories de personnes qui ont besoin d'un traitement.

Le Fonds mondial pense que ces mesures devraient être particulièrement utiles pour permettre aux pays d'élaborer des protocoles thérapeutiques de première et de seconde intention plus simples et plus efficaces. Cela renforcera la capacité à sauver des vies et permettra d'optimiser l'utilisation des ressources.

De plus, en encourageant un traitement plus précoce, les lignes directrices garantissent l'équité des recommandations à l'échelle internationale, tout en laissant aux pays la souplesse de se concentrer en premier lieu sur les personnes qui en ont le plus besoin. Un traitement plus précoce peut présenter des avantages cliniques pour les personnes séropositives mais également diminuer le nombre de nouvelles infections.

A.N.Z.

FOOTBALL

Jirès Kembo pas encore décidé de jouer pour la RDC

Né à Kinshasa il y a 25 ans et parti très jeune en France, Jirès Kembo a évolué dans les sélections des jeunes en France. Et il a toujours repoussé la sélection de la RDC, pays de son illustre et défunt père, préférant se donner du temps.

La sélection de la RDC de football est toujours en quête des meilleurs joueurs de souche congolaise, évoluant partout dans le monde, susceptibles d'être sélectionnables. Lors de son deuxième passage à la tête du staff technique national, le technicien français Claude Le Roy a pu intégrer dans son groupe des joueurs comme le binational Yannick Bolasie de Crystal Palace en Angleterre. Mais jusqu'à son départ, il n'avait pas pu convaincre l'attaquant Jirès Kembo Ékoko (25 ans) -sur qui il fondait un grand espoir- afin d'opter pour les Léopards de la RDC.

Actuellement pensionnaire d'Al Ain aux Émirats Arabes Unis, L'ancien joueur de Rennes en L1 française a repoussé toutes les convocations de la RDC. Une rumeur persistante a fait état, quelques semaines auparavant, de son approbation de venir finalement en sélection après avoir vu la RDC à la phase finale de la Coupe d'Afrique et aux éliminatoires de la Coupe du monde Brésil 2014.

Mais Jirès Kembo a précisé son idée lors de son passage en France où il est venu accompagner son petit frère Mbappe Kylian (14 ans) à intégrer le centre de formation de l'AS Monaco. Et à propos de son choix pour la France ou la RDC, le fils de l'ancien buteur international de Vita Club de Kinshasa, Jean Kembo Uba Kembo, a ainsi répondu à la



Jirès Kembo Ékoko

presse : « Il n'y a pas de nouveauté. J'ai des contacts avec la Fédération congolaise, j'ai récemment passé quelques jours de vacances au Congo. Mais aujourd'hui je me concentre sur mon club. Je n'ai pas fait mon choix. J'ai été clair avec la Fédération et ils ont compris. La sélection c'est plus que sportif. C'est une décision d'hommes. Et aujourd'hui, je ne pense pas être prêt à la prendre. Et puis, j'ai connu des sélections avec la France en équipe de jeunes. Je me sens autant Français que Congolais. Après, je sais qu'en jouant aux Émirats, ce sera com-

pliqué pour l'équipe de France. On verra. L'avenir nous le dira ». Les Léopards ont un match à livrer en septembre contre les Éperviers du Togo à Lomé en dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde Brésil 2014. Sera-ce la première titularisation de Jirès Kembo ? Peut-être. A moins qu'il se décide enfin officiellement à opter pour la patrie de son illustre et défunt père. Notons que Kembo a inscrit dix buts en vingt-huit matchs livrés avec Al Ain en sa première saison à Dubaï. Et il compte un but en six matchs joués cette saison.

Martin Enyimo

BASKET-BALL

JSK messieurs et Héritage dames sont champions de Kinshasa

Les messieurs de Jeunesse sportive de Kinshasa et les dames d'Héritage ont remporté le championnat de Kinshasa de basket-ball, compostant de facto leur ticket pour la Coupe du Congo de la balle au panier.

Le championnat de la Ligue provinciale de basket-ball de Kinshasa (Liprobakin) s'est achevé, le

13 juillet, au stadium des Martyrs de Kinshasa. Deux clubs ont tiré leur épingle du jeu, à savoir Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK) chez les messieurs et Héritage chez les dames. Ils se sont adjugé le titre de la saison sportive 2012-2013. En finale de la version masculine, JSK a battu Scorpion par trente-quatre points à vingt-neuf au terme d'une

rencontre acharnée. Ce sacre est le résultat d'une préparation efficiente et du fait d'étoffer l'ossature de l'équipe avec des basketteurs venus du Congo Brazzaville et du Cameroun, a indiqué le président de la JSK, Adonis Ngambani. Toutefois, JSK et Scorpion défendront les couleurs de la capitale à la phase finale de la Coupe du Congo de basket-ball dont la date et le lieu ne sont pas encore fixés par la Fédération de basket-ball du Congo (Fébac). En version féminine, Héritage s'est défait du Vainqueur par trente-deux points à vingt-sept. Et en play-off de la Liprobakin, les messieurs de la Société congolaise des transports et ports (ex-Onatra) ont battu ceux de Molokai par quatre-vingt-trois points à soixante-douze points ; et les dames de l'Institut national de sécurité sociale ont eu raison de celles d'Hatari par soixante-quinze points à soixante-sept.

M.E.



Un match du championnat de Kinshasa de basket-ball au stadium des martyrs

CINÉMA

Avant-première de "Mbote" à la Halle de la Gombe

Réalisateur de la fiction, Tshoper Kabambi assistera à la projection prévue dans la salle polyvalente de l'Institut français, ce 17 juillet, en soirée après l'enregistrement de Couleurs Tropicales sous la Grande Halle.

Tshoper Kabambi ne tient pas cette projection initiale de "Mbote" pour une sortie officielle à proprement parler qu'il espère organiser l'an prochain, entre janvier et février, a-t-il confié aux Dépêches de Brazzaville. Titré en lingala, le film "Mbote", équivalent de bonjour en français, le jeune cinéaste le veut significatif. En effet, bien au-delà de la simple salutation, il veut manifester sa sympathie aux Kinnois, à la jeunesse active dont il fait lui-même partie. Les difficultés qu'ils endurent, il les connaît et n'y est pas indifférent, il l'exprime à sa manière. La situation socioéconomique du pays n'est pas toujours favorable, le vécu est loin de se conformer aux aspirations et des rêves légitimes ont été

brisés. « L'article15 » est la rythmique qui ponctue leur quotidien, cette expression kinoise consacrée qui renvoie à une débrouillardise multiforme est la pratique aidant à tenir.

Dans "Mbote", Tshoper Kabambi revient sur le train-train journalier expliquant au passage les effets de l'atmosphère socioéconomique sur les mœurs, les relations quotidiennes et pourquoi la réalité est si différente des idées que l'on s'était faites. Il ne s'arrête pas à cette description car, loin de se montrer défaitiste, face à la désillusion il demande à chacun de ne pas se laisser abattre et encore moins de baisser les bras en dépit des difficultés rencontrées de quelque nature qu'elles soient.

Production de fraîche date, la réalisation de "Mbote", nous a dit Tshoper s'est faite entre avril et juin. Cette nouvelle fiction vient enrichir le tableau personnel du jeune réalisateur à qui l'Institut français avait accordé « carte blanche » en avril 2012 pour la

présentation de trois précédentes réalisations, à savoir "Méphistophélique" et "Moins un et Deux coups de poing". Les cinéphiles alors présents dans la salle polyvalente, lors de cette soirée du 4 avril, avaient découvert le jeune cinéaste qui avait choisi d'expérimenter des formes nouvelles d'exploitation de l'image et du récit. Dans un style parfois proches du surréalisme, il était parvenu à mener les spectateurs au travers d'ambiances étranges, quelquefois même un peu inquiétantes, sur les bords dans Kinshasa d'aujourd'hui. C'était le cas tout particulièrement avec "Méphistophélique". Il nous revient du reste que ce film avait été primé aux Rencontres cinématographiques du Cameroun.



L'affiche de Mbote

Nioni Masela

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

FC MK et Groupe Bazano en phase finale

Le FC MK de Kinshasa compte déjà douze points sur le site de Boma devant Vutuka, Babeti ya Sika et Pétro Sport. Et Groupe Bazano est premier sur le site de Mbuji-Mayi avec six points, devançant AS Bantous et Tshipepele.

Deux clubs ont quasiment obtenu leur qualification à la Coupe du Congo de football. Sur le site de Boma, le FC MK de Kinshasa a battu, le 13 juillet, au stade Socol la formation de Babeti ya Sika de la province de l'Équateur, par un but à zéro en quatrième journée de la phase qualificative de cette compétition nationale de football. Le club de la capitale comptait donc douze points à la fin de la 4e journée sur le site de Boma dans la province du Bas-Congo. Les deux dernières journées seront des formalités pour le FC MK, cher à Max Mokey Nzangi. Autre match sur ce même site, AS Vutuka de Kikwit (province du Bas-Congo) a battu Pétro Sport de Muanda (Bas-Congo) par deux buts à un. Avec sept points déjà glanés, Vutuka est en course pour la place de meilleur deuxième des trois sites de la phase qualificative de la Coupe du Congo. Babeti ya Sika et Pétro Sport ont chacun un point. Sur le site de Mbuji-Mayi, le FC Groupe Bazano de la province du Katanga a assuré sa qualification avec trois victoires de suite en disposant de six points. Les deux autres équipes, Tout violent Tshipepele de Kananga et AS Bantous de Mbuji-Mayi, ont fait jeu égal d'un but partout, le 13 juillet, au stade Tshikisha de la ville diamantifère. Enfin, la première place qualificative sur le site de Bukavu sera âprement disputée entre l'équipe locale de Bukavu Dawa (Sud-Kivu) et Capaco de Beni au Nord-Kivu. Le 14 juillet, au stade de la Concorde, Bukavu Dawa a été tenu en échec par l'AS Nika de Kisangani par un but partout. Lors de la première confrontation entre les deux équipes, les joueurs de Bukavu étaient largement imposés par trois buts à zéro.

M.E.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES

CALENDRIER FISCAL DU MOIS DE JUILLET 2013

Le 5 :

- Reversement de la taxe sur les contrats d'assurance
(Art.336 du CGI, tome 2, livre 1)
- Déclaration par l'entrepreneur principal, adjudicataire du marché principal de la liste des sous-traitants bénéficiaires des contrats d'exécution des travaux et enregistrement desdits contrats
(art185quinquies LF 2013)

Le 15 :

- Déclaration et versement de la TVA et CA/TVA
(Art 31 de la loi n°12- 97)
- Déclaration et versement de la taxe sur les boissons alcoolisées et le tabac (LF 2013)
- Taxe sur les jeux de hasard et d'argent
- CA/ Taxe sur les jeux de hasard et d'argent
- Taxe sur les transferts de fonds
(Loi n°33- 2003 du 30- 12- 2001)
- R.A.V. des hôteliers et RAS par la SNE
(Art 6 de la loi n°16- 2001 du 31 – 12 – 2001)
- Déclaration des opérations des commissionnaires en douanes
- Taxe sur les billets d'avion en vols internationaux
(Loi n°4- 2007 du 11 mai 2007 et décret 2008 - 330 du 19-08-2009)
- Déclaration et paiement de l'IRPP retenu à la source (Art 173 du CGI, tome 1)
- Déclaration et versement de l'acompte sur divers impôts pour l'importation des marchandises à but commercial (Art 5 ter loi n° 01/95).

Le 20 :

- Déclaration et versement des retenues à la source (Art 96,183, 185 ter du CGI, tome 1)
- Déclaration et paiement de la TUS
(Loi n°36-2011 du 23 -12 – 2011)
- Déclaration et paiement de l'IS forfaitaire
(Art 126 ter CGI, tome 1)
- Déclaration et Paiement de l'IRVM des sociétés étrangères fonctionnant sous le régime de l'admission temporaire d'exercer (ATE)
(Art 1 du CGI, tome 2, livre III)
- Déclaration et versement de l'ASDI par les grossistes, importateurs et autres (LF 2013)
- Taxe sur les externalités négatives de l'activité minière et pétrolière (art 171 p), LF 2012)

« Payer ces impôts, est un devoir civique »

Contact : 05 746 54 34

06 655 96 71

TENNIS

120 enfants en stage à Pointe-Noire

La formation qui a démarré le 13 juillet sur le cours de tennis d'un hôtel de la ville océane, est organisée par le projet Tennis développement zone Afrique. Elle est animée par l'ancien pongiste congolais, Bienvenu Hondolo.



Le défilé des participants au stage de tennis

Le stage regroupera jusqu'au 7 août, 120 enfants âgés d'au moins 4 ans, venus de neuf pays (Brésil, France, Italie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Bénin, Chine, Liban et Congo). Un collège d'entraîneurs de haut niveau de la zone Cémac participe à la session sportive.

Cette initiative a commencé en 2000, poursuivant un triple objectif : permettre aux jeunes de bénéficier d'un entraînement spécifique ; permettre aux organisateurs d'élargir le réseau de partenariat au niveau national et international ; pallier le déficit matériel par la mise en place d'une politique adaptée de recherche d'aide. « Ce projet qui prend maintenant une dimension internationale, grâce au brassage entre les enfants de différents pays, vise à fédérer les enfants autour de ces valeurs, de ces idéaux afin de contribuer non seulement à la dimension physique et sportive, mais aussi à la dimension éducative et sociale », a indiqué Bienvenu Hondolo. Confronté au manque de sponsors, le ministre a sollicité le ministère des Sports pour initier les décrets qui permettront aux sociétés qui exercent au Congo de sponsoriser ce genre de projet. « Par le sport, on peut faire passer un message édu-

catif », a-t-il soutenu.

Parrainé par Juste Moundélé et Josiane Lakilakae, le stage permet également aux organisateurs d'identifier les jeunes talents qui renforceront les effectifs des Diables rouges en vue des Jeux africains de Brazzaville en 2015.

Durant un mois, les 120 enfants inscrits vont bénéficier de l'encadrement d'un entraîneur camerounais, Narcisse Evoto, et d'une équipe d'entraîneurs locaux.

Dans son intervention, le président sortant de la ligue départementale de tennis, Jean-Paul Malonga, a souligné que cette discipline commençait à prendre son envol à Pointe-Noire. En qualité de deuxième vice-président de la fédération, il a annoncé que la structure de ce stage cadrerait avec le programme d'activités de la fédération, qui vient de lancer une campagne de vulgarisation de la discipline. « Nous sommes en train de mener une campagne de vulgarisation de ce sport et cette jeunesse nous est utile pour les Jeux africains que le Congo abritera en 2015. Cela ne nous empêchera pas de piocher quelques enfants qui se distingueront dans les catégories minimales », a-t-il indiqué.

Charlem Léa Legnoki

MONDIAL DE HANDBALL

Les Diables rouges condamnés à l'exploit

Les handballeurs congolais ont l'obligation de remporter le match qui les oppose ce 17 juillet aux Hongrois s'ils veulent conserver leurs chances de qualification au deuxième tour de la compétition.

Les Diables rouges n'ont pas droit à l'erreur. En cas de victoire, la tâche ne sera qu'à moitié accomplie car ils doivent également prendre le dessus sur la Bosnie-Herzégovine, pays hôte, le 18 juillet, et sur la Slovénie deux jours plus tard.

Les Diables rouges, qui ont mal démarré la compétition, tenteront de renverser la vapeur pour oublier leurs défaites de ces derniers jours face à l'Argentine (35 à 25) et à la Corée du Sud (27 à 24). Dans ces rencontres, il faut le souligner, les Diables rouges n'ont pas démerité, menant leurs adversaires au score avant d'être rattrapés et dépassés.

Le match contre la Hongrie sera une première épreuve de revanche. La tâche est difficile mais pas impossible.

Classement du groupe C

- 1^{er} Slovénie : 4 points
- 2^e Bosnie-Herzégovine : 3 points
- 3^e Corée du Sud : 3 points (différence de buts (goal average))
- 4^e Argentine : 2 points.
- La Hongrie et le Congo sont les derniers du groupe avec zéro point.

R.N.M.

VIE DES CLUBS DE FOOTBALL

L'AC Léopards recrute un préparateur physique français

Jean-Luc Couspeyre a intégré le staff des Fauves du Niari pour permettre aux joueurs d'être en pleine possession de leurs moyens physiques.

Le Français, venu du sud de la région parisienne, se trouve actuellement à Dolisie. Il fera partie de la délégation de l'Athlétic club Léopards qui se déplace jeudi en Afrique du Sud pour le match de la première journée de la Ligue africaine des champions opposant Orlando Pirates au club dolisien. Le recrutement de ce spécialiste tient en effet compte des objectifs du club, qui veut sortir de cette compétition grand et honoré.

Jean-Luc Couspeyre s'est engagé à accomplir sa mission : amener les joueurs au niveau optimal de leur forme comme le fait un entraîneur sur le plan technique et tactique. En cette semaine du match important des Fauves du Niari, l'expert français entend bien, après les matchs livrés le week-end dernier par l'AC Léopards de Dolisie, notamment les huitièmes-de-finale de la Coupe du Congo et le match amical contre Shalk de Kinshasa, doser les charges d'entraînement du groupe par des séances de dégraissage, d'étirements et de

recupération. Le but est de maintenir chaque joueur en forme physique et permettre à l'équipe d'enchaîner les matchs dans les meilleures conditions. Gérer les blessures et les états de fatigue de cha-

mées de Fontainebleau, au sein de laquelle il fût instructeur pendant cinq ans, avec pour spécialité celle de préparateur physique des sports collectifs. Il a appartenu à l'équipe de football de Malakoff, en ré-



Jean Luc Couspeyre, le nouveau préparateur physique des Fauves du Niari

cun font également partie de ses missions au sein de l'équipe.

Titulaire d'un Master européen en préparation physique, Jean-Luc Couspeyre, 56 ans, a fait ses preuves à l'École interar-

gion parisienne, avec laquelle il a disputé la Coupe Gambardella des juniors. Jean-Luc Couspeyre s'est dit très heureux de travailler pour le compte des Fauves du Niari.

James Golden Eloué

VOLLEYBALL

Brazzaville abrite une formation des arbitres internationaux

Ce stage, qui prendra fin le 22 juillet, permettra au Congo d'accroître le nombre de ses arbitres internationaux dans la discipline.

Les Congolais Anicet Boukaka, Marthe Toutou et Sydney Mbembe se sont inscrits à ce cours d'arbitrage international de volleyball. Ces arbitres nationaux visent le statut international. En effet, le Congo qui ne dispose que d'un seul arbitre de niveau mondial, a trouvé l'occasion de pallier cette insuffisance d'autant plus qu'en sa qualité de pays abritant le stage, le Congo a droit à plus de candidats que les autres pays. Un regret cependant : certains des postulants congolais qui ont jeté l'éponge par méconnaissance de la langue anglaise, d'usage dans cette for-

mation. Le cours d'arbitrage international, qui regroupe des candidats de neuf pays africains, n'est en réalité que la moitié du parcours menant au niveau international. Après le stage, chaque candidat devra officier au moins trois matchs sous le contrôle des experts de la Fédération internationale de volleyball (FIVB) pour obtenir définitivement le statut d'arbitre international.

Le vice-président de la Fédération congolaise de volleyball, Jean Marie Ompébé, a assuré que cette formation est animée par des experts de grande expérience. Il s'agit notamment du président de la commission des règles de jeu de la FIVB, Sandy Stell, et du directeur du stage, Somgsak Charonpana. Les encadreurs mettront les stagiaires au dia-

pason du code d'arbitrage et des règles de jeu au volleyball, qui sont en perpétuelle mutation.

À l'ouverture des travaux, Jean Marie Ompébé a appelé le ministère des Sports et de l'Éducation physique à assumer pleinement ses responsabilités. « Nous nous confions sans cesse à vous pour obtenir les moyens de notre politique avec l'espoir que le département des Sports pourra enfin réagir favorablement à nos doléances comme cela se fait souvent pour d'autres sports », a-t-il déclaré avant d'indiquer que d'autres stages de formation des officiels techniques et essayeurs des aires de jeu seront organisés sous la supervision de la FIVB et de la Confédération africaine de la discipline.

Rominique Nerplat Makaya